

France Etats Generaux 7

P R O J E T
D'INSTRUCTIONS

E T

P O U V O I R S
GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX,

A D O N N E R

PAR LES COMMUNES DES PAYS D'ÉLECTION,

A LEURS DÉPUTÉS AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX

Convoqués à Versailles pour le 27 Avril 1789.

Justitia & pax osculatae sunt.
Le Saint-Esprit.

A P H I L A D E L P H I E

1 7 8 9.

THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON

FROM THE
MIDDLE OF THE
THIRTEENTH CENTURY

TO THE PRESENT TIME

BY
JOHN G. CAMPBELL

LONDON:
PRINTED BY

THE HISTORY OF THE

1881

AVERTISSEMENT.

ON n'a pas cru devoir proposer aux pays d'Élection de se conformer en tout aux instructions que le Dauphiné a données à ses Députés, relativement aux formes de l'Assemblée des États - Généraux. Une Province qui a ses États particuliers bien constitués, montre sans doute une grande sagesse quand elle fait dépendre son assistance à l'Assemblée générale de la Nation, de conditions strictes & précises ; & quand elle exige une perfection absolue dans la composition & les formes de cette Assemblée, pour prix du sacrifice qu'elle fait ou croit faire, en se soumettant à ses Délibérations, & en consentant à faire cause commune avec les autres Provinces. Elle est sûre, à tout événement, de trouver dans sa constitution particulière dont elle est contente, plus d'avantages qu'elle n'oseroit en espérer d'une constitution générale à former par une Assemblée qui ne lui paroîtroit pas mériter toute sa confiance.

Il en est autrement des Pays d'Élection, & peut-être de quelques Pays d'États. Le régime arbitraire des uns, la constitution Aristocratique ou purement Oligarchique des autres, font que le Tiers-Etat y a tout à espérer, & presque rien à craindre des résolutions que pourront prendre les États Généraux. Quelles qu'elles puissent être, elles ne sauroient rendre sa position pire, sans lui laisser

moins l'espérance de voir le bien naître, & naître très-promptement, de l'excès même du mal. Au contraire, le mouvement imprimé à tous les esprits, la rapide progression des lumières, les intentions paternelles du Roi, la droiture du Ministère actuel, le désintéressement, le patriotisme & même l'intérêt bien entendu de la Noblesse & du Clergé, le vœu formel de ces deux Ordres, annoncé par leurs organes les plus respectables, tout semble devoir rassurer le Tiers-Etat contre l'opposition trop fortement prononcée de quelques particuliers, que d'anciens préjugés tyrannissent, mais que la raison & l'honneur en délivreront bientôt. Tout lui permet d'espérer que son sort va s'améliorer; & que les charges publiques, plus généralement & plus également réparties, plus sagement modifiées, cesseront d'être un fardeau pour aucun des Ordres.

Dans cette position, les Communes de ces Provinces ont donc le plus grand intérêt à ce que rien ne puisse interrompre la marche des Etats-Généraux; & si la prudence doit leur dicter toutes les précautions possibles pour n'être point victimes volontaires de leur confiance, elle ne leur ordonne pas moins impérieusement tous les actes de condescendance, qui peuvent s'allier avec la conservation de leurs droits.

C'est dans cet esprit qu'on a rédigé les articles des pouvoirs qui concernent la forme de l'Assemblée & de ses Délibérations. C'est sans doute la partie la plus aride de ce travail: peut-être obtiendra-t-elle quelque indulgence,

si l'on veut bien ne pas compter pour rien la difficulté d'être toujours clair, lorsqu'on veut traiter avec une exactitude scrupuleuse, une matière intéressante, & sur laquelle la ressemblance forcée des expressions semble répandre à chaque instant une sorte d'obscurité.

Les principes qui servent de bases aux pouvoirs particuliers sur le fond des questions à traiter dans l'Assemblée, ne sont que la table raisonnée, quelquefois de simples extraits d'un ouvrage beaucoup plus étendu dont on s'occupe depuis long-temps, & qui pourra paroître peu après l'ouverture des Etats-Généraux.

On s'est contenté d'énoncer ceux qui portent leur évidence avec eux : il a paru nécessaire d'étendre davantage le développement de ceux qui peuvent encore être contestés, & en a sur-tout cherché à n'en omettre aucun.

Peut-être le Tiers-Etat ne doit-il pas s'attendre à voir tout ce qui seroit bon & désirable, s'opérer dès la première fois ; mais il doit au moins tout prévoir, autant qu'il est possible, afin de donner à ses Députés des règles sûres, d'après lesquelles ils soient à portée de juger toutes les questions qui pourront être soumises à leur examen, ou qu'eux-mêmes devront proposer.

On trouvera peut-être trop de principes généraux ; mais une Nation qui rentre, après deux siècles, dans l'exercice de ses droits les plus précieux, a besoin de commencer par se remettre sous les yeux le plan entier d'une bonne constitution, comme le but auquel elle doit tendre dans

les détails. C'est l'unique moyen de former à la fin un édifice solide & durable, dont toutes les parties se correspondent, & puissent se ranger sans peine à la place qui leur sera assignée, pour établir un Ordre général.

Il n'eût pas été possible, dans un Ouvrage de cette nature, d'indiquer les demandes particulières que chaque Province peut avoir à former; mais ce sont les objets qui échapperont le moins à ses Habitans. Le plus essentiel étoit de leur présenter une idée de l'ensemble, & de chercher à fixer leur attention sur ce qui intéresse également tout l'Etat.

Puisse ce fruit de vingt années d'études & de réflexions, réveiller une seule idée utile!

Il ne nous restera rien à désirer, si ce n'est qu'on veuille bien, en faveur de l'importance du sujet, juger les choses, & non les mots,



PROJET
D'INSTRUCTIONS
ET
POUVOIRS
GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX,

*A donner par les Communes des Pays d'Eleñion,
à leurs Députés aux Etats-Généraux convoqués
pour le 27 Avril 1789.*

Nous, les Communes du Bailliage (ou de la Sénéchaussée) de N., assemblés à N., en vertu des Lettres de convocation adressées au Bailli (ou Sénéchal) de N., & dans la forme prescrite par lesdites Lettres, laquelle forme nous reconnoissons être juste, convenable & propre à conserver & maintenir les droits de tous & un chacun de nous, selon le vœu public & les intentions paternelles du Roi, avons nommé pour nos Députés N. N. auxquels nous donnons pouvoir.

1. De nous représenter aux prochains Etats-Généraux du Royaume convoqués à Versailles; & à cet effet de se rendre en ladite Ville avant le Lundi 27 Avril prochain.

2. De vérifier si toutes les Elections des Députés ont été faites librement & régulièrement, & si les Représentans des communes ont été nommés ou convoqués en nombre égal à celui des Représentans réunis des deux Ordres privilégiés.

3. Dans le cas où il y auroit des Elections reconnues irrégulières, pour avoir été, soit forcées, soit achetées; dans le cas où les Députés des Communes n'auroient pas été convoqués en nombre égal à celui des Députés réunis du Clergé & de la Noblesse de tout le Royaume, leur ordonnons de voter pour qu'il soit élu d'autres Députés à la place de ceux dont les Elections auront été rejetées, ou qu'il soit convoqué de nouveau un nombre de Députés des Communes suffisant pour maintenir l'égalité entre le Tiers-Etat & les deux autres Ordres réunis.

4. Leur ordonnons de ne prendre part à aucune Délibération avant que les deux conditions ci-dessus prescrites soient effectivement remplies, & de protester par écrit en notre nom & à chaque Délibération, contre toute résolution qui pourroit être prise au préjudice desdites conditions.

5. Leur défendons, dans tous les cas, de se retirer de l'Assemblée : notre intention étant qu'ils y soient toujours présens, sauf le cas de maladie, soit pour protester, soit pour voter, selon la teneur de leurs pouvoirs.

6. Voulons qu'ils tiennent l'Assemblée pour complète, pourvu que les Députés du Tiers aient été convoqués à jour fixe, en nombre égal à celui des Députés de la Noblesse & du Clergé.

7. Si quelque Ordre, Canton ou Province a refusé ou négligé de nommer ses Députés, si quelques Députés sont absens *volontairement* ou pour cause de maladie, voulons que lesdits refus, négligence ou absence, ne puissent leur faire regarder l'Assemblée comme incomplète; leur ordonnons de n'y avoir aucun égard, & de procéder tant en absence qu'en présence.

8. L'Assemblée étant complète, & toutes les Elections ayant été approuvées, leur ordonnons de commencer par requérir une Assemblée générale des trois Ordres, à l'effet d'y délibérer en commun, à haute voix, & par tête, sur la question de savoir si les Etats-Généraux délibéreront dans la suite par tête ou par ordre.

9. Voulons que dans ladite Assemblée, ils votent pour que

que les Délibérations soient toujours prises par les trois Ordres réunis, les suffrages donnés à haute voix, les opinions comptées par tête, & les questions décidées à la pluralité même d'une seule voix.

10. Voulons cependant que quand il s'agira d'élire quelques Membres de Bureaux, Présidens, Secrétaires ou autres, les suffrages soient donnés par la voie du scrutin : mais que cette forme de Délibération soit uniquement réservée par les Elections.

11. Si ladite Assemblée préliminaire a lieu, si les Délibérations y sont prises selon les formes que nous requérons par l'article 8, nous adhérons de.-à-présent, nous autorisons nos Députés à adhérer pour nous à tout ce qui sera décidé par ladite Assemblée..

12. Quand même il y seroit décidé contre notre vœu formel, que les Etats délibéreroient toujours par Ordre, ou que dans certains cas ils délibéreroient par tête, & dans d'autres par Ordre, quand même il y seroit décidé que dans le cas où les Etats délibéreroient par Ordre, deux Ordres pourroient lier le troisieme : voulons que nos Députés adhèrent auxdites décisions.

13. N'entendons néanmoins comprendre dans ladite adhésion, aucune question relative aux Impôts ou autres charges publiques, de quelque nature qu'elles puissent être : voulons au contraire que toute question de cette espece ne puisse, en aucun cas, être décidée qu'à l'unanimité des trois Ordres, s'il en étoit délibéré par ordre & non par tête.

14. Ordonnons à nos Députés de protester en notre nom, & de déclarer que nous n'entendons nous conformer à aucune décision prise au préjudice de la réserve portée en l'article précédent.

15. Voulons qu'ils réitérent ladite protestation toutes les fois que le cas prévu par l'article 13 se présentera.

16. Nous espérons du patriotisme de tous les Ordres : nous attendons de leurs lumières, de leur justice, de leur déférence pour le vœu d'un Monarque aux vertus duquel la France va devoir son salut, que l'Assemblée préliminaire, telle que nous la demandons par l'article 8, ne nous fera pas refusée.

Si cependant ce cas arrivoit ; si la premiere Délibération sur la question de savoir si les Etats-Généraux délibéreroient par tête ou par Ordre, ne pouvoit elle-

même avoir lieu que par Ordre, nous ordonnons à nos Députés de voter constamment pour que toutes les Délibérations soient prises dans la forme demandée par l'art. 9.

17. Dans le cas supposé par l'article précédent, voulons que nos Députés votent pour que ladite question y énoncée ne puisse elle-même être décidée qu'à l'unanimité des trois Ordres.

18. Si ladite unanimité n'avoit pas lieu, & si cependant deux Ordres prétendoient passer outre & procéder à d'autres Délibérations *par Ordre*, au préjudice de l'opposition du troisieme: défendons à nos Députés de voter sur aucune question, leur ordonnons dans ce cas, de protester en notre nom, & de réitérer ladite protestation à chaque question qu'on voudroit soumettre à leur examen.

19. Si, dans le cas supposé par l'art. 16, l'unanimité requise par l'article 17 a lieu, & s'il est décidé que les états délibéreront toujours (ou seulement quelquefois) par Ordre, voulons, dans ce cas, que nos Députés votent pour qu'aucune question soumise à la Délibération par Ordres séparés, ne puisse être décidée qu'à l'unanimité des trois Ordres.

20. Leur enjoignons en ce cas, de se conformer rigoureusement à ce qui leur est prescrit par les art. 13, 14 & 15.

21. N'entendons, en aucun cas, regarder comme Loi du Royaume, aucune décision dont l'objet n'auroit pas été soumis à la Délibération de tous les Ordres, soit séparément, soit en commun.

22. Dans le cas prévu par le précédent article, ordonnons à nos Députés de protester en notre nom toutes les fois que la décision prise par un ou deux Ordres, sans avoir été soumise à la Délibération du troisieme, n'aura pas pour objet la discipline intérieure des Ordres pendant la tenue des Etats.

23. Voulons que la présence de nos Députés aux Etats-Généraux ne puisse opérer aucun droit contre nous, & n'entendons nullement regarder comme Loi, les décisions des Etats, dans aucun des cas sur lesquels nous avons ordonné à nos Députés de protester.

24. Voulons que nos Députés présentent toujours leurs protestations par écrit; qu'ils les fassent insérer

dans le procès-verbal de l'Assemblée , le jour même qu'ils les auront présentées ; sinon qu'ils fassent mention du refus qui leur en seroit fait : voulons que dans tous les cas , ils en gardent un double signé d'eux & des autres Députés présens qui auront voulu le signer.

25. Défendons à nos Députés , sous peine de défaveu, de protester dans aucun cas autre que ceux prévus par les art. 4, 14, 15, 18 & 22. Voulons qu'ils s'en tiennent rigoureusement au sens littéral desdits articles, & de ceux qui y sont relatés.

26. Notre intention , en imposant à nos Députés les conditions ci-dessus , est que jamais la tenue & les Délibérations des Etats-Généraux ne puissent être interrompues par les précautions que nous avons cru devoir prendre. Entendons seulement que lesdites précautions nous mettent à l'abri des abus qui pourroient résulter de la forme des délibérations.

27. Déclarons entendre par l'unanimité des trois Ordres , la pluralité des voix de chaque Ordre , réunie sur un même objet.

28. Si l'un de nos Députés est absent pour quelque cause que ce soit , voulons que , par le fait seul de son absence , la voie de son Collègue soit comptée double.

Si la députation collective de notre Bailliage est composée de plus de deux Députés , voulons que la double voix pour cause d'absence , soit acquise au plus ancien d'âge. S'il y a plusieurs absens , voulons que chaque plus ancien d'âge ait double voix à raison du nombre des absens.

29. A cet effet , ordonnons à chacun de nos Députés d'être porteur de son extrait baptistaire dument légalisé , & de faire viser ledit Extrait-baptistaire par le Secrétaire de son Ordre.

30. Notre intention , en rédigeant les deux précédens articles , est de conserver toujours dans les Délibérations , soit par tête , soit par Ordre , l'influence particulière à laquelle notre Bailliage a droit , & d'épargner la dépense inutile d'un ou plusieurs Députés suppléans que nous aurions droit d'envoyer.

*Objets à mettre en délibération après que les formes de
l'Assemblée auront été réglées.*

Les hommes n'ont d'autre intérêt pour se réunir en société, pour consentir au sacrifice d'une partie de leur fortune ; ils n'ont d'autre but, en se soumettant à des loix, ils n'ont d'autre motif d'obéissance volontaire, que de conserver, garantir & perpétuer la sûreté, la liberté, la propriété de leurs personnes & de leurs biens, tant meubles qu'immeubles.

Ils ne peuvent y parvenir qu'en établissant & sou-
doyant une autorité souveraine, supérieure à toute force
particulière au-dedans, capable de résister à toute en-
treprise du dehors. Cependant une telle autorité doit
être renfermée dans des bornes claires, précises &
connues, qui l'empêchent de devenir arbitraire & d'a-
buser de ses forces pour détruire, endommager ou
diminuer les droits & les intérêts, tant généraux que
particuliers ; qu'elle est chargée de conserver & de main-
tenir.

Cette autorité ne peut être souveraine qu'autant qu'elle
est unique ; elle ne peut être unique qu'autant qu'elle
réunit en elle seule toutes les branches du pouvoir
exécutif.

Elle ne peut faire seule les loix, parce que les loix sont
les seules bornes qui puissent être mises à son action, &
qu'il seroit absurde & illusoire que l'autorité eût seule le
pouvoir de se limiter elle-même.

Il lui suffiroit de ne pas user, ou de mal user d'un
pareil droit, pour que son action, toujours croissante &
ne rencontrant aucun obstacle, détruisît à la fois & la
société & l'autorité elle-même.

L'intérêt de la société, celui de l'autorité même, en tant
qu'elle fait partie de la société, exige donc que la Nation,
en remettant entre les mains du Souverain l'exercice de
tous ses autres droits, se réserve toujours celui de faire ou
d'agréer les loix d'après lesquelles seules elle consent à
être gouvernée, & en même-temps celui de régler elle-
même la mesure & le mode des sacrifices, soit pécuniaires,
soit personnels, qu'elle jugera utile de consacrer à la solde
& au maintien de l'autorité tutélaire.

La Nation ne peut agir qu'autant qu'elle est assemblée,

soit par elle-même, soit par ses Représentans. Le seul droit qu'elle soit dans le cas de se réserver, seroit donc illusoire & nul, si (indépendamment des cas particuliers qui peuvent engager le Souverain à la rassembler plus souvent) elle ne convenoit pas avec lui de se rassembler à des époques fixes & rapprochées, & si, à ces époques convenues, elle étoit obligée d'attendre que le Souverain la convoquât. Son droit seroit plus nul encore, si le Souverain pouvoit, à ces époques, l'empêcher de se rassembler.

La Nation ne peut faire agréer de bonnes loix, qu'autant qu'elle est éclairée, instruite de ses droits & de ses devoirs, & à l'abri de toute surprise de la part des intérêts particuliers contre l'intérêt général. Son droit seroit donc dangereux pour elle-même, si elle négligeoit aucun moyen d'étendre ses lumieres, de perfectionner ses connoissances & de rectifier ses opinions, son droit lui seroit plus nuisible encore, si elle consentoit à se priver d'aucun de ces moyens.

Les loix positives sont le résultat & les garans de la liberté : la liberté n'est donc pas un effet des loix. Donc toute action indifférente en elle-même, est permise par cela seul que les loix ne la défendent pas ; au contraire, pour qu'une telle action ne soit pas permise, il faut qu'elle soit défendue positivement & clairement par une loi.

Les loix, comme Dieu qui en est le premier auteur, ne doivent faire acception de personne : elles doivent donc être également obligatoires pour tous les individus.

Pour que les loix soient obligatoires envers tous, il faut que tous puissent réclamer leur appui, le pauvre comme le riche, le foible comme le fort. Il faut donc que la Justice soit gratuite pour les particuliers, & que la dépense qu'elle exige soit prise sur les revenus publics : il faut donc aussi que la Justice soit rendue à la plus grande proximité possible des individus qui peuvent y avoir recours.

Rendre la Justice, c'est faire parler la loi, c'est l'appliquer aux cas particuliers qu'elle a prévus ou voulu prévoir. Il faut donc donner aux loix des organes ; il faut donc établir des Magistrats toujours subsistans.

Les Magistrats n'étant que les organes des loix, doivent, autant qu'il est possible, être neutres & impassibles comme elles.

Ils ne doivent donc point participer au pouvoir législatif, puisque s'ils faisoient ou contribuoient à faire les loix, ils ne pourroient être neutres sur leur propre ouvrage, & que souvent ils pourroient, dans des cas particuliers, mettre leur volonté personnelle à la place de la loi. D'ailleurs, toute loi étant un contrat, soit entre la Nation & le pouvoir exécutif, soit entre les différens individus qui composent la Nation, aucune loi ne peut être faite ni consentie que par ceux-là mêmes qui y ont intérêt, ou par leurs légitimes représentans.

Ils ne doivent donc point participer au pouvoir exécutif, ni dépendre arbitrairement de lui. Dans le premier cas, ils ne sauroient être impassibles, puisque le pouvoir exécutif, chargé spécialement de s'opposer au nom de tous, aux entreprises injustes des particuliers, est nécessairement partie intéressée dans toute contestation soumise à la décision des loix.

Si les Magistrats dépendoient arbitrairement du pouvoir exécutif, ils seroient encore moins neutres & moins impassibles, puisque les deux plus puissans mobiles de l'humanité, la crainte ou l'espérance, pourroient leur faire sacrifier leur devoir & la stabilité des loix, aux volontés particulières & nécessairement transitoires du pouvoir exécutif.

Le Magistrat est à la loi ce que la parole & l'intelligence sont à l'homme : il en est le complément. Il ne peut dépendre du Souverain seul de changer les loix ou de suspendre pour un temps leur activité. Le pouvoir que le Souverain n'a pas sur les loix, il ne sauroit donc l'avoir sur les Magistrats.

La Magistrature est donc essentiellement une sorte de sacerdoce inviolable. Le pouvoir exécutif ne doit avoir sur elle que le droit de surveillance, comme partie intéressée. Le pouvoir de juger les Magistrats en particulier appartient à leur corps, comme dépositaire & organe des loix : celui de juger les corps de Magistrature, de les établir, de les destituer, de les modifier selon que l'exige l'intérêt public, n'appartient qu'à la Nation, comme juge des loix positives & par conséquent des organes qui les complètent.

Pour que le public n'ait rien à redouter de la part des Corps de Magistrature supérieure, il faut donc que la

Nation s'assemble à des époques fixes & rapprochées.

Ne pas assembler la Nation, c'est donc rendre ces Corps indépendans.

Faire dépendre ces Corps ou leurs membres du pouvoir exécutif, ce seroit les forcer à devenir simples spectateurs ou complices des entreprises ministérielles sur les droits de la Nation.

Tout privilège particulier est une exception à la loi positive : tout assujettissement particulier est une exception à la loi naturelle.

Il ne peut donc exister aucun privilege, aucun assujettissement, soit pour des corps, soit pour des individus, si un tel privilège ou assujettissement n'est pas clairement & littéralement établi par une loi, c'est-à-dire, par un contrat passé librement & sans surprise entre toutes les parties intéressées.

Soutenir le contraire, seroit faire dépendre le droit de la force; or, ce n'est pas l'intérêt du petit nombre de regarder la force comme un droit.

La plus longue profession ne sauroit altérer ces principes. *On ne prescrit jamais contre la raison.*

L'égalité positive des personnes est une chimere dangereuse : mais tous les hommes ont droit à une égalité relative, l'égalité devant la loi.

La prééminence des rangs est bonne dans la société, tant qu'elle n'a pour objet que les distinctions honorifiques, les égards, les déférences dues au mérite ou aux différentes fonctions, à raison de leur importance : sans doute elle devroit se borner à ces deux motifs ; cependant on peut aussi l'admettre à raison de la naissance. Elle force les grands à se respecter eux-mêmes : elle constitue ce qu'on appelle la politesse d'une Nation.

Au contraire, cette prééminence détruit le principe de toute société, dès qu'elle peut porter atteinte à l'égalité relative devant la Loi, ou au droit de propriété.

L'égalité absolue des fortunes est impossible. Dieu l'a voulu ainsi, parce qu'elle tiendrait toujours les sociétés dans un état d'enfance ou de foiblesse.

L'excessive inégalité des fortunes est le fruit de nos erreurs en législation & en administration. Elle a son principe dans les atteintes portées au droit naturel de liberté & de propriété. Ce principe & ses conséquences amènent toujours tôt ou tard la ruine d'une Nation.

Il existe un milieu entre ces deux extrêmes. De ce milieu dépend la prospérité toujours croissante, la force & la perpétuité d'un Etat. Pour arriver à ce but désirable, il suffit de respecter par-tout, toujours, & dans chaque individu, la liberté des personnes & la propriété des biens.

Il suffit que chaque Citoyen trouve dans l'espoir de parvenir à tout, l'attrait nécessaire au développement de ses facultés physiques & morales.

Il suffit que tous soient libres dans l'emploi de leurs personnes & de leurs biens, sauf le cas de démence.

Il suffit, enfin, que chaque homme soit assuré de jouir du fruit de son travail.

Nous arriverons donc à cet état de prospérité, suite nécessaire du partage modéré des fortunes.

Quand l'Etat ne vendra plus aux Citoyens le droit de travailler.

Quand il ne nous sera plus nécessaire de commencer par être riches, pour faire usage des moyens que Dieu nous a donnés de pourvoir à notre subsistance.

Quand des privilèges exclusifs ne concentreront plus dans une seule main, des bénéfices qui procureroient l'honnêteté nécessaire à cent familles.

Quand ces privilèges exclusifs n'autoriseroient plus leurs riches possesseurs à surprendre leurs marchandises.

Quand la funeste méthode des emprunts publics ne fera plus passer en des mains absolument oisives, plus du fruit de nos sueurs qu'il n'en faudroit pour entretenir la puissance publique dans un état de splendeur.

Quand le régime des Impôts n'armera plus une partie de la Nation contre l'autre, & ne détruira plus le produit des terres avant sa naissance.

Quand l'arbitraire, dans la répartition des charges publiques, n'en rejettera plus le fardeau sur les dernières classes de la Société.

Quand l'excès des impôts ne forcera plus le bas peuple à préférer l'oisiveté & la misère, au travail qui lui procureroit l'aisance.

Quand la richesse ne donnera plus le droit de contribuer dans une moindre proportion que le pauvre, aux besoins de l'Etat.

Quand les frais de perception du revenu public n'excéderont plus la somme du revenu même, & n'occasionneront

honoreront plus des fortunes pécuniaires plus ou moins rapides.

Quand l'abus des bienfaits de Cour n'enrichira plus à l'excès quelques familles, au dépens du nécessaire de tout un peuple

Quand d'immenses substitutions perpétuelles n'empêcheront plus les biens de se subdiviser selon le vœu de la nature.

Quand cette manie de l'orgueil ne vouera plus à la stérilité des terres trop nombreuses ou trop étendues pour être jamais vivifiées par la présence du maître.

Quand des Loix injustes n'autoriseront plus les peres à accumuler toute leur fortune sur la tête d'un aîné, sans avoir au moins pourvu au nécessaire relatif de ses freres & sœurs.

Quand des Coutumes plus injustes encore & absolument contraires au droit sacré de propriété, ne forceront plus les peres à déshériter presque entièrement leurs cadets & leurs filles.

Enfin, quand un usage aussi constant qu'abusif n'attribuera plus aux aînés toutes les places lucratives, en même-temps que tout l'héritage de leurs peres : usage qui réunit le double inconvénient de priver les cadets de toutes ressources, & d'empêcher les aînés de veiller à l'administration de leurs biens-fonds.

Telles sont les vraies causes de l'excessive inégalité des fortunes & de tous les maux qu'elle traîne à sa suite. On ne doit donc pas en accuser le droit de propriété, mais bien la violation de ce droit sous tant de formes diverses.

Ces principes sur la distribution des fortunes, s'appliquent d'eux-mêmes au régime actuel des biens du Clergé.

Aujourd'hui ces biens sont distribués en raison inverse de l'intérêt public & de leur véritable destination.

Le Clergé n'en est qu'usufruitier : le fond en est inaliénable. La Nation n'est, pour ainsi dire, que tutrice à leur substitution : elle n'a donc, en aucun cas, le droit de disposer des fonds ; mais la Société a intérêt & droit de rappeler l'emploi des revenus de l'Eglise au culte, à l'instruction publique, au soulagement des vrais pauvres, enfin, à l'entretien ou à la réédification

des Temples, Presbyteres, &c. selon l'intention des Fondateurs.

Ces revenus sont plus que suffisans pour remplir ces trois objets essentiels. La Nation a donc le droit, en établissant une distribution plus raisonnable du vrai patrimoine de l'Eglise, de se soustraire à tous les Impôts que l'usage a introduits pour subvenir aux besoins du culte, de l'instruction publique & des pauvres, depuis que les biens du Clergé ont été détourné de leur véritable emploi.

On doit entendre par instruction publique, celle qui est également nécessaire à tous les individus pour devenir bons Chrétiens & bons Citoyens. La morale religieuse & la morale civile se soutiennent réciproquement. Sans une connoissance claire & distincte du dogme & des devoirs de la Religion, l'homme devient impie ou superstitieux: s'il ignore ses droits & ses devoirs dans l'ordre social, il devient oppresseur ou opprimé. Il est donc impossible que l'homme soit ordinairement heureux dans ce monde & dans l'autre, s'il n'est suffisamment instruit de sa Religion, de ses droits & de ses devoirs sociaux.

La lecture ménage le temps des instructeurs & des élèves: elle facilite, & sur-tout perpétue l'instruction. Il est donc très-essentiel au bonheur de l'espèce humaine, que tous les individus, sans exception, apprennent au moins à lire.

La seule difficulté consisteroit dans la dépense; mais cette dépense est surabondamment fondée, si l'emploi des biens d'Eglise est constamment dirigé vers son véritable but.

La trop grande multiplicité des Hôpitaux, les aumônes indiscrettes & habituelles, sont la cause & l'effet tout ensemble d'un grand désordre dans la Société.

C'est parce que nos Réglemens sur le travail & l'excès des impôts ont ruiné les dernières classes de la Nation: c'est parce qu'on a inconsidérément détourné les hommes des travaux agricoles qui seuls multiplient les richesses, pour en employer un trop grand nombre aux arts qui ne font que les modifier: c'est parce qu'on a rendu ainsi la substance du peuple précaire ou trop dépendante des révolutions politiques, que la population a paru

insuffisante dans quelques circonstances, & surabondante dans d'autres : c'est parce que la population a souvent paru surabondante, qu'on s'est vu contraint à multiplier les Etablissmens de Charité & les aumônes gratuites.

C'est parce que les Etablissmens de Charité & les aumônes gratuites se sont multipliés, que la mendicité est devenue une profession commune ; car la maniere de dépenser décide toujours les mœurs du peuple. Dans toutes les professions la population se tient constamment au niveau de la solde.

Le moyen le plus sûr & le plus facile pour extirper la lepre de la mendicité, est donc de respecter les droits de tous les hommes, de ne point les attirer en trop grand nombre dans les professions stériles, & de réduire les hôpitaux & les aumônes au niveau des stricts besoins.

Les biens de l'Eglise, distribués avec sagesse & discrétion, suffiront encore aisément à ce dernier objet, & la Nation sera soulagée d'autant.

Pour faciliter à cet égard le retour à l'ordre, il suffit de se rappeler, qu'une partie de ces biens n'a été consacrée à Dieu dans la vue d'enrichir des particuliers ou des familles : de mettre fin à l'usurpation ministérielle qui a nouvellement attribué au pouvoir exécutif le droit de disposer des Bénéfices les plus considérables, & de rétablir l'usage des Elections, aussi ancien que l'Eglise même.

Les autres dépenses nécessaires au maintien de l'ordre public, n'étant point fondées, il est indispensable d'y pourvoir par une portion des revenus de tout le territoire, sans aucune exception.

Cette contribution doit être réglée modérément sur les moyens de la Nation, combinés avec les véritables besoins publics. Les véritables besoins publics sont :

- 1°. La sûreté intérieure & extérieure, qui comprend le Militaire de terre & de mer ; les relations à entretenir avec les Peuples voisins ; l'administration gratuite de la Justice, tant civile que criminelle ; & un corps de Maréchaussée suffisant pour assurer la tranquillité, tant dans les campagnes que dans les villes.

- 2°. La construction & l'entretien de toutes les propriétés communes qui doivent faciliter le débit des denrées, l'approvisionnement des villes, & la commu-

nication entre les hommes : comme ports , canaux , rivières , ponts , chemins , quais , places & édifices publics non religieux , & autres objets de cette nature.

3°. La maison domestique du Souverain , avec l'abondance & le faste qui conviennent au Représentant d'une grande & puissante Nation.

4°. Enfin , les dettes publiques.

La dépense du Militaire ne doit , comme toutes les autres , avoir pour objet que l'utilité de la Nation : la Nation n'a d'intérêt qu'à sa sûreté , & nullement à son aggrandissement ; car plus un Etat s'aggrandit , plus il est difficile à gouverner : moins un Etat est bien gouverné , moins les peuples y sont heureux & tranquilles. C'est la peine qu'entraîne après elle l'injuste & barbare manie des conquêtes. Dieu a voulu que le mal ne produisît jamais de bien.

La Nation ne doit donc chercher qu'à se tenir sur la défensive : par-là elle évitera deux dangers également grands ; le premier , de confier au pouvoir exécutif des forces trop considérables , dont il pourroit un jour abuser contre elle-même.

Le second , d'exciter l'inquiétude & la jalousie de ses voisins , & de se trouver épuisée dans le cas d'une invasion hostile.

Elle doit éviter toute dépense inutile : en conséquence elle doit entretenir aussi peu de Troupes réglées que la prudence peut le permettre ; les payer aussi-bien en temps de paix qu'en temps de guerre , & les tenir toujours en haleine pendant la paix , c'est-à-dire , les occuper constamment à des travaux publics , dans les villes pendant l'hiver , dans les campagnes pendant l'été. Par ce moyen l'ennemi trouveroit nos Troupes endurcies à la fatigue & habituées aux campemens : & la dépense d'une guerre défensive seroit fondée tout naturellement , par la simple suspension momentanée des travaux publics. La Nation vivifiée par l'emploi même de sa dépense militaire en temps de paix , seroit plus en état de faire face aux événemens imprévus , si le fond de défensive ordinaire devenoit insuffisant.

Pour cet effet , elle doit entretenir avec soin l'esprit militaire dans les campagnes. Elle y parviendra sûrement par l'établissement d'une Milice volontaire. Un habit uniforme , une légère paye par mois , la liberté

de se retirer à volonté, l'honneur d'être admis dans ces Corps, accordé uniquement comme la récompense de la sagesse & de la probité, cette admission laissée au choix des plus anciens Peres de famille & du Curé du village; enfin, la certitude de ne pouvoir être employé hors de sa province, si ce n'est dans le cas d'une invasion de l'ennemi dans le Royaume; auroient bientôt banni de l'esprit des peuples l'horreur pour l'ancienne Milice forcée. Il seroit sur-tout très-essentiel d'engager les vieillards à être fort difficiles sur l'admission des jeunes gens; il vaudroit beaucoup mieux tenir ces Corps au-dessous du nombre fixé. Les Invalides des Troupes réglées devroient être répartis dans les villages; on les chargeroit d'exercer les jeunes gens, en les rassemblant tous les Dimanches par section, tous les mois par compagnies; & au moins une fois par an, tout le Corps de la Province se rassembleroit pendant huit jours. Le commandement de ces Corps libres & patriotiques pourroit être donné aux Nobles de la Province, à condition que leur service seroit purement gratuit, & ne les conduiroit qu'aux grades, honneurs & distinctions Militaires.

On pourroit encore employer ces Milices dans les Paroisses à la chasse des bêtes nuisibles, ou à prêter main-forte à la Maréchaussée dans les poursuites des brigands.

Bientôt le mot de Militaire ne reveilleroit plus que des idées agréables. La jeunesse acquéreroit à ses yeux une sorte d'importance: bientôt les filles ne voudroient plus épouser que des jeunes gens qui eussent été trouvés dignes de porter l'uniforme. Leur plus grand desir seroit d'être admis à cet honneur; & leur plus grande crainte seroit d'en être privés.

Qu'on ne craigne pas que ces Corps refusassent de marcher contre l'ennemi, parce que leurs membres seroient libres! L'homme est naturellement avide de dangers: & l'honneur de chaque Province répondroit de leur bravoure comme de leur fidélité.

Qu'on suppose la France gouvernée par l'esprit de justice au dehors comme au dedans, & qu'on nomme l'ennemi qui oseroit l'attaquer injustement chez elle, quand l'esprit militaire y sera fondé sur l'amour de la Patrie!

La désertion dans les Troupes réglées , a sa source dans la dureté des Ordonnances Militaires, dans l'usage arbitraire que les Officiers peuvent faire de leur autorité, & sur-tout dans la sévérité même des peines portées contre ce délit.

La désertion a donc chez nous l'attrait impérieux de la chose défendue. Elle n'a souvent pour objet que d'éviter des peines injustes ou barbares.

Adoucissons beaucoup notre Code Militaire : rendons le sort de nos soldats si bon , que ce soit une faveur d'être admis à servir : que nos troupes moins nombreuses autorisent & facilitent le choix des hommes : que le déshonneur soit la seule peine attachée au simple abandon de ses drapeaux : que l'avancement des Officiers dépende de l'état de leurs Compagnies, pour le nombre & la bonne tenue : enfin , qu'une des plus grandes peines militaires, soit d'être chassé d'un Régiment ; & bientôt les désertions seront aussi rares qu'elles sont fréquentes aujourd'hui.

La dépense de la Marine tient à des combinaisons politiques & mercantiles , ou plutôt à des erreurs aussi désastreuses qu'elles sont invétérées. Le public les répète sans s'apercevoir qu'il est l'écho passif de quelques intérêts particuliers.

Nous croyons , en général , que si nous n'avions pas de Colonies à nous le Commerce maritime de la France, & par conséquent sa puissance , s'anéantiroient sur le champ.

Notre Commerce avec nos Colonies n'est cependant qu'un monopole réciproque , dans lequel la métropole & les plantations lointaines font les frais de quelques fortunes privées. Il ne nous en revient guère que la honte & le remords de soutenir , d'autoriser , d'ordonner , à la face de l'Univers , l'horrible trafic des hommes noirs.

N'envisageons ici ce froid & cruel calcul de la cupidité trompée , ni sous l'aspect de la morale qu'il détruit , ni sous celui de l'humanité qu'il outrage , ni sous celui de la justice naturelle dont il viole les plus saintes Loix , ni sous celui de la Religion qu'il profane & déshonore ; ne le voyons que sous le point de vue politique de l'intérêt national.

Accordons, ce qui n'est pas, que le climat de nos Isles à sucre dévore plus avidement les Européens que les Africains. Qu'avons-nous gagné du côté de la population, à faire dévaster la Guinée, pour fournir à la traite des Noirs ? Si de tous les François qui ont péri, soit dans cet affreux commerce, soit dans les guerres que nos Colonies seules ont occasionnées ou rendues plus meurtrières, la dixieme partie seulement avoit échappé à la température des Isles, & cet aperçu n'a rien d'outré : ce dixieme, acclimaté dans nos Colonies, & devenu pere d'une génération indigene, les eût cent fois plus peuplées que ne feront jamais des Noirs réduits au niveau des brutes, & qui ne conservent de leur raison que ce qu'il en faut pour haïr leurs tyrans, & craindre au moins comme l'éléphant.

De léguer en mourant un esclave à leur Maître.

Convenons-en donc aujourd'hui. L'entêtement à conserver des Colonies, nous a coûté plus d'hommes encore qu'à l'Afrique. Sont-elles plus avantageuses à la Nation du côté de l'intérêt pécuniaire ?

Les Impôts perçus directement dans toutes nos Isles ensemble, équivalent à peu près à zéro. C'est donc la France qui fournit aux frais de leur administration & de leur défensive en pleine paix.

Mais, dit-on, les droits d'entrée & de consommation sur les marchandises des Colonies, produisent au Roi un grand revenu ! D'abord est-il bien vrai que ce revenu égale la dépense nécessaire pour les Colonies ? Et quand cela seroit vrai, le Roi en percevroit-il moins ses droits, si nos Colonies étoient libres ? Est-ce uniquement parce que nos Colonies nous appartiennent, que nous consommons du sucre & du café ? N'en consumerions-nous pas davantage si nous étions approvisionnés par un commerce libre qui nous les vendit moins cher ? Nos moyens de consommer n'augmenteroient-ils pas, si nous vendions mieux nos denrées que nous ne pouvons le faire à cause du monopole National ? Et si nous étions plus riches, le Roi ne le feroit-il pas aussi ?

Aurions-nous la crainte puérile de manquer de ces denrées, parce que plusieurs Nations concourroient avec la nôtre à nous en apporter ? Enfin, toutes les autres

crainres de cette espece sont-elles mieux fondées que celles-là ?

Mais les autres Nations ne voudroient échanger ces denrées que contre notre numéraire ! Il n'y a rien ou presque rien à gagner en Europe sur l'or & sur l'argent ? Aussi les Négocians se regardent-ils comme constitués en perte, quand ils ne font pas leurs retours en marchandises. Tout Marchand qui prévoit ne devoir être payé qu'en or, est obligé, sous peine de perdre son fret de retour, de renchérir sa marchandise de toute la valeur de ce fret : donc la Nation qui voudroit être payée en or, voudroit aussi vendre sa marchandise plus cher, & laisseroit l'avantage du débit à celles qui prendroient de nos denrées en échange.

Mais, si nous partageons le Commerce de nos Colonies avec d'autres Nations, notre Marine Marchande s'anéantira ! Ce n'est point la liberté qui anéantit la Marine Marchande ; c'est le monopole qui habitue à tenir le fret trop haut ; ce sont les guerres fréquentes ; c'est la misere d'une Nation qui n'a presque rien à vendre, & qui, par conséquent, ne peut presque rien acheter. Si nos Négocians laissent faire aux autres Nations une partie de notre Commerce Maritime, dans un état d'ordre & de liberté, c'est qu'apparemment ils trouveront un meilleur emploi de leurs capitaux. Or, le véritable intérêt de la Nation est que les capitaux puissent toujours se porter librement vers les emplois les plus avantageux. Lorsque, par ce bon emploi, ils se sont accrus, leur surabondant se reverse ensuite de lui-même vers les objets moins lucratifs, parce qu'il ne reste plus rien à faire que dans ceux-là.

Quand nous n'aurons plus de terres à défricher, à cultiver, à améliorer avec avantage ; plus de Manufactures à l'usage du peuple à établir, enfin, plus de bénéfice notable à faire dans notre intérieur, ne craignons pas que nos fonds manquent de chercher emploi à l'extérieur. Mais qui oseroit dire, qu'il faut commencer par faire le Commerce avant d'avoir rien à vendre, & par conséquent à acheter ? On n'a pu opérer jadis cette grande inconséquence qu'à force de gênes, de monopoles, de compagnies exclusives, & d'encouragemens forcés aux dépens du Trésor public ; & la nature n'en a pas moins repris le dessus ; & ce Commerce sans base s'est toujours anéanti, malgré les énormes sacrifices qu'on a fait aux préjugés du temps. II

Il est donc démontré, si quelque chose peut l'être, que nos Colonies nous sont à charge, même en temps de paix, & qu'elles ne servent à entretenir une apparence de Marine, qu'au préjudice de l'emploi plus avantageux à la Nation, que nos Négocians pourroient faire de leurs capitaux; ou du moins, que si ces emplois plus avantageux, n'existoient pas, notre Marine Marchande n'en subsisteroit pas moins, telle qu'elle est, si ce Commerce étoit libre.

Mais si nos Colonies nous sont à charge en temps de paix, quelles sommes immenses ne nous coûtent-elles pas pendant la guerre. Quand, & de quelle manière, même en les supposant parvenues à un degré de prospérité auquel le monopole national les empêchera toujours d'atteindre, nous rendront-elles les milliards de capitaux & d'intérêts, les hommes & tous les autres objets précieux que tant de guerres, dont seules elles ont été l'objet ou la cause, ont anéantis pour jamais?

Il ne sauroit s'élever, entre nos voisins & nous, la moindre contestation, qu'aussi-tôt nous ne soyons forcés d'envoyer des armées dans les deux Indes. Au moindre mal-entendu entre les autres Puissances qui possèdent des Colonies, nous tremblons pour les nôtres, & c'est toujours à six mille & à deux mille lieues qu'il nous faut porter la guerre. Enfin, si nous remontons à la première origine de notre dette publique, nous trouverons que l'époque en est précisément la même que celle du premier établissement des Colonies, & qu'à très-peu d'exceptions près, c'est toujours directement ou indirectement à cause d'elles que nous nous sommes endettés.

L'anéantissement de l'Espagne & du Portugal ne date-t-il pas de la même époque?

L'Angleterre elle-même, malgré son apparente prospérité, n'a pas plus à se louer de ses établissemens dans les deux Indes. Les fortunes privées & pécuniaires des Négocians ne sont point la fortune de l'Etat. Si la surveillance plus directe de la Nation Anglaise sur son administration, si les soins recherchés qu'elle a donnés à l'amélioration de son territoire, ont porté plus loin & soutenu plus long-temps son crédit public, & retardé jusqu'ici une révolution dans ses Finances, c'est seulement quand l'Angleterre aura payé ses dettes, qu'elle pourra juger si ces Colonies ont enrichi ou appauvri l'Etat.

Depuis quand la vraie & solide opulence consiste-t-elle à entretenir un grand nombre d'équipages & de parasites, à soutenir un grand luxe extérieur, & à devoir à-peu-près la moitié de sa fortune primitive ?

Des Colonies ne peuvent être que l'effet de la prospérité. L'Europe a voulu, au contraire, devoir la sienne à des Colonies. Elle a donc pris l'effet pour la cause.

Ne ressemblons point à ces joueurs qui achevent de se ruiner pour courir après leur argent. Revenons les premiers de notre erreur, sans regretter les dépenses perdues. Rendons la liberté à nos Colonies.

Méritons leur attachement en les associant à la fortune de la nouvelle Nation qui nous doit son existence, & qui est plus à portée de les défendre que nous; nous aurons rempli toute justice envers elles, & nous nous serons délivrés du plus pesant fardeau.

Alors nous pourrons réduire la dépense de notre Marine à ce qu'exige la sûreté de nos Côtes & la liberté de notre Commerce; alors nos voisins respecteront d'autant plus notre pavillon, qu'ils ne pourront plus nous faire prendre le change, & que ce seroit directement sur eux-mêmes & sur eux seuls qu'ils attireroient notre juste ressentiment, s'ils violaient à notre égard les Loix de la Justice & de la liberté.

Ouvrons tous nos Ports au Commerce universel, sans aucune exception: bientôt nos Vaisseaux seront admis dans tous les Ports du monde, & l'Univers entier sera intéressé à nous soutenir contre toute prétention exclusive; & la bienveillance générale & réciproque fera régner, au moins en Europe, la paix que des haines, des jalousies & des rivalités mal-entendues en ont seules bannie depuis si long-temps.

La dépense nécessaire à nos relations avec les autres Peuples, doit aussi se régler sur les mêmes principes. La politique des Princes & des Ministres, peut souvent être sombre, inquiète, versatile & mensongère, parce qu'elle a des passions pour mobiles. Celle des Nations doit toujours être franche, ouverte, loyale & bienveillante, parce qu'elle a l'intérêt général pour objet, & que le premier intérêt d'une Nation, est d'être entourée de voisins riches, confians & bienveillans.

Le meilleur moyen d'accroître la puissance relative d'un Etat, n'est pas de ruiner ses voisins. Plus nos voisins

seront pauvres , moins notre Commerce avec eux sera avantageux. Le grand secret pour devenir plus puissant que les autres , est de se conduire mieux qu'eux.

Concentrons tous nos soins , tous nos efforts , toutes nos dépenses dans notre intérieur. Sachons mettre à profit les avantages de notre position géographique , la douceur de notre climat , l'étendue & la fertilité possible de notre territoire , la variété de nos productions , dont quelques-unes sont privilégiées , la facilité de nos débouchés , l'activité de notre industrie , la vivacité de notre génie , & l'aménité de nos mœurs , & bientôt nous serons en effet ce que nous croyons être , la première Nation de l'Univers.

Mais songeons en même-temps à tranquilliser nos voisins. Imposons-nous la Loi d'être toujours justes envers eux. Défendons-nous jusqu'à la tentation des conquêtes. Passons avec nous-mêmes un contrat qui interdise au pouvoir exécutif toute guerre offensive , tout moyen de reculer nos Frontières. Jurons , à la face de l'Univers , de ne jamais fournir un denier que pour nous défendre nous & nos Alliés , quand ils ne seront pas les agresseurs ; & voyons à quel point admirable de simplicité & de noblesse se réduira cette science aujourd'hui si compliquée & si basse , qu'on appelle la politique , ou les intérêts des Princes , (car jusqu'ici l'intérêt des Nations a toujours été compté pour rien , même dans les mots.)

Nul traité particulier de Commerce ; la liberté universelle ; nulle alliance offensive ; tout traité de cette espèce est un crime , & envers la Nation , au nom de laquelle on le passe , & envers celles qu'on veut attaquer.

Des alliances défensives envers & contre tous , principalement avec ses plus proches voisins , qu'on traite aujourd'hui d'ennemis naturels ; excepter de la garantie toute possession située hors de l'Europe ; voilà cependant à quoi se réduisent tous les principes de politique nationale.

Avons-nous donc besoin de dépenser tant d'argent en espionnage , en intrigues , en subsides étrangers ? Craignons-nous pour la balance de l'Europe , quand nous serons heureux & riches au-dedans , chéris & respectés au-déhors ?

Mais de tout temps il exista des ambitieux dévorés de la passion d'envahir ! Oui, mais de tout temps aussi les ambitieux ont moins compté sur leurs propres forces que sur la foiblesse de leurs voisins. D'ailleurs, plus un Prince aime la guerre ; plus il épuise ses moyens ; & depuis long-temps il dépense son capital, quand une Nation juste & sage se défend encore avec ses revenus.

Osons le dire, sans orgueil ! jamais l'Europe ne craindra la guerre, quand la France, bien administrée, voudra constamment la paix, & ne voudra qu'elle.

En suivant ces principes, nous pouvons donc, sans danger, réduire beaucoup les dépenses nécessaires à notre sûreté extérieure, & à nos relations avec les autres peuples. En ne les suivant pas, nous continuerons à nous épuiser pendant la paix, & nous aurons tout à craindre de la guerre.

Ainsi, pour allier notre sûreté extérieure avec l'économie de nos Finances, il nous suffit d'être toujours justes envers les autres Nations.

La sûreté intérieure de nos personnes & de nos propriétés (c'est-à-dire, l'administration de la Justice civile & criminelle, & l'entretien d'une Maréchaussée suffisante, pour opérer notre tranquillité) exigera de même une dépense d'autant plus modérée, que nous serons plus justes envers nous-mêmes, que nos Loix civiles seront plus simples, plus claires, plus stables ; que notre Code criminel sera plus humain, plus juste, & nos peines plus inevitables ; que notre droit positif se trouvera moins en contradiction avec le droit naturel ; que le régime des Impôts dépravera moins les mœurs ; que la Justice sera plus prompte & plus à la portée de tous les individus ; que mille corporations exclusives, ne diviseront plus la société, & ne seront plus une source féconde & intarissable de procès ; enfin, que l'administration elle-même, n'aura plus intérêt à la multiplicité des procédures, parce que l'Impôt sur les frais ne sera plus une portion essentielle des revenus publics.

Cependant, si la dépense de la Justice doit, dans un meilleur ordre de choses, être considérablement diminuée pour tous les Citoyens, ce ne peut être qu'en ajoutant un peu aux charges du Trésor public, par comparaison avec l'usage actuel.

Pour diminuer les procès, il ne suffit pas d'en diminuer beaucoup les causes : il faut aussi diminuer le nombre des Juges, quoiqu'en multipliant peut-être celui des Tribunaux, & sur-tout des Tribunaux supérieurs. Il faut aussi que les Juges n'aient plus aucun intérêt à la multiplicité des procès & des procédures.

Pour diminuer le nombre des Juges, & pour les désintéresser entièrement, il faut donc leur assigner des honoraires fixes sur le Trésor public.

La somme totale de ces honoraires augmentera, sans doute, les dépenses en cette partie ; mais le bénéfice notable qui résultera pour le public, de la diminution des procès & des frais de Justice ; la paix, l'union & la sûreté dont nous jouirons, tous ces grands avantages surpasseront beaucoup ce surcroît de dépense.

On pourroit craindre que des Juges jouissans d'honoraires fixes, ne négligeassent leurs devoirs ; mais il est fort facile d'éviter cet abus.

Que l'on fixe le temps dans lequel les procès civils devront être jugés définitivement, à un an, au plus, dans chaque Tribunal inférieur & supérieur ; qu'il ne puisse s'écouler plus de six mois, au criminel, entre la plainte & le jugement ; que toute infraction à cette Loi soit irrémissiblement punie au civil, par la suppression d'une partie des honoraires ; que les Juges, même les Juges supérieurs, soient personnellement responsables des frais, & dommages-intérêts des parties, à raison du temps écoulé depuis le jour fixé par la Loi, pour le jugement définitif. Ajoutons à ces peines, celle de priver de son état tout instructeur de procès criminel qui n'aura pas mis l'affaire en état d'être jugée dans les six mois : enfin, que des Assemblées d'États-Généraux fixes & rapprochées, en imposent aux Tribunaux supérieurs, & le relâchement ne sauroit s'introduire parmi les Juges.

C'est une belle idée que celle de faire rendre la Justice par des Magistrats choisis par la Nation, qui n'exerceroient leur emploi que dans l'intervalle d'une Assemblée à l'autre, & qui n'auroient d'autre rétribution que l'honneur. Mais cette idée paroît impraticable dans un Pays où les Loix civiles, trop multipliées, exigent un profond savoir qui suppose l'emploi de toute la vie.

Comment se décider à passer toute sa jeunesse à l'Étude,

si une telle application n'est soutenue par l'espoir d'occuper quelque place lucrative & stable ?

Tout ceci suppose la vénalité des Charges supprimée.

Il est donc nécessaire de régler la forme de l'admission aux places de Judicature.

La règle la plus sûre, est sans contredit le concours : lui seul déroute l'intrigue & répond des talens & de l'instruction.

On peut établir cette règle pour l'avenir, sans priver aucun des Magistrats actuels de leur état : & voici comment.

Si l'on croit devoir réduire au quart le nombre des Magistrats actuels, & si l'on juge nécessaire d'établir de nouveaux Tribunaux, soit supérieurs, soit inférieurs, dans les Ressorts trop étendus, les plus anciens Magistrats formeront le Tribunal ainsi réduit, & jouiront seuls des honoraires attachés aux places de Magistrature dans leur Corps. Tous les autres conserveront leur titre & qualité de Juges. On offrira, par préférence, aux plus anciens de ceux dont les places se trouveront supprimées, de remplir celles des nouveaux Tribunaux établis dans le Ressort de l'ancien : & tous les Magistrats qui, soit par choix, soit à raison de la date de leur réception, se trouveront sans place appointée, continueront à être Membres de leur ancien Tribunal, & rempliront les places appointées à mesure qu'elles deviendront vacantes, soit dans le Tribunal primitif, soit dans les nouveaux Sièges distraits de son ancien Ressort, à leur choix ; à condition que, depuis la réforme, ils auront continué à faire au moins six mois de service effectif chaque année. Ainsi, personne ne perdra son état, & le concours n'aura lieu que quand il n'y aura plus d'anciens Magistrats à placer, ou qui veuillent accepter les places.

Ce moyen qui allie l'intérêt public avec les intérêts particuliers, devrait être adopté dans la suppression des autres charges, lorsque le Corps entier ne seroit pas supprimé.

La Maréchaussée exige aussi une augmentation de dépense sur le Trésor public. Ce Corps n'est ni assez nombreux ni assez bien payé. C'est cependant le seul Corps Militaire qui soit utile à la sûreté intérieure. Que nous

importe d'entretenir des armées nombreuses sur nos frontières, sur-tout quand l'ennemi ne les menace pas, si les Brigands désolent nos campagnes. Nous faisons parade de forces inutiles contre nos voisins les plus paisibles, & nous n'en avons presque point à opposer aux attaques des ennemis les plus redoutables à la société. Un Corps plus nombreux de Maréchaussée ne contribueroit-il pas aussi efficacement que toute autre espèce de troupes à défendre nos frontières. Mais jusqu'ici on a beaucoup songé à porter la guerre au dehors, & presque point à assurer à la tranquillité intérieure. Voilà pourquoi nous dépensons en Cavalerie disponible, peut-être trois fois plus qu'il ne faudroit, & trois fois moins en Maréchaussée. Il faut donc, pour revenir à l'ordre à cet égard, établir par chaque canton de dix Paroisses, une Brigade de cinq hommes, dont deux à cheval; sauf à régler les subdivisions du nombre total en raison des localités. Les Pays découverts exigent moins d'hommes, & plus de Cavaliers que de Fantassins. Dans les Pays couverts & montagneux, il faut plus d'hommes & plus de Fantassins que de Cavaliers.

Une correspondance facile, exacte & journalière entre ces postes multipliés, auroit bientôt rompu toutes les mesures des malfaiteurs : nos routes & nos Villages deviendroient aussi sûrs que les rues des Villes les plus peuplées, & peut-être davantage. L'impossibilité morale du crime ou de l'impunité, épureront à la longue les mœurs qu'un mauvais régime d'administration & d'imposition ne corromproit plus.

On a proposé de faire faire le service de la Maréchaussée par la Cavalerie. De la manière dont nos Troupes sont composées aujourd'hui, le remède seroit pire que le mal. Les places de Maréchaussée ne conviennent qu'à des hommes éprouvés : la bravoure seule ne remplaceroit pas, à beaucoup près, toutes les autres qualités essentielles à ce genre de service. Il convient donc de n'y admettre que les Sujets d'élite tirés de la Cavalerie & des Compagnies de Grenadiers. Ce Corps, beaucoup plus nombreux qu'il n'est aujourd'hui, offrant des perspectives de retraite à un plus grand nombre de Sujets, facilitera les Recrues de nos troupes réglées, & réciproquement nos troupes réglées étant moins nombreuses, mieux choisies, mieux traitées & plus utilement occu-

pées, fourniront aisément un plus grand nombre de Sujets dignes d'être admis dans la Maréchaussée.

Enfin, ce Corps d'élite étant toujours en activité, tant pendant la paix que pendant la guerre, doit être regardé, traité & honoré comme le premier Corps de nos troupes. Il n'est pas possible d'opérer aucun bien, si la considération, l'honneur & le profit ne cessent pas enfin d'être chez nous, en raison inverse de la plus grande utilité.

Les dépenses publiques relatives à la sûreté intérieure, considérées sous leur vrai point de vue, doivent donc être portées plus haut qu'elles ne le sont aujourd'hui. Mais l'épargne n'est pas le seul élément des calculs de la sagesse. La véritable économie consiste à dépenser, quand il faut, comme il faut, autant qu'il faut.

A quelques exceptions près, la dépense employée jusqu'ici dans le Département des Ponts & Chaussées, prouve la vérité de cette maxime. Nous pouvons assurer, nous qui sommes les premiers à ressentir les bons ou les mauvais effets des dépenses publiques, que les efforts immenses faits sous le dernier Regne, pour faciliter & multiplier les communications & les débouchés, ont retardé la ruine de la France de plus de trente ans; & cela, malgré la méthode inique, désastreuse & insuffisante des corvées; malgré les sacrifices inutilement prodigués au faste & à la seule décoration en cette partie; en dépit des gênes réglementaires & fiscales qui ont continué d'obstruer le Commerce; en dépit de l'accroissement rapide des impôts, dont la masse a plus que doublé depuis un demi-siècle. Quelques momens de demi-liberté dans le Commerce des denrées du cru, ont ensuite concouru avec nos routes, nos ponts & nos canaux, à empêcher la source de nos richesses de tarir entièrement; mais sans eux les frontières seules eussent pu mettre à profit ces instans lucides de l'administration. Au contraire, des principes de vie se sont conservés jusques dans le centre de la France; il a fallu toutes les causes réunies de désordre & de déprédation dans nos Finances; il a fallu que le Regne actuel eût à répondre à la fois, & des dettes contractées sous les Regnes précédens, & de celles que les circonstances ou les abus ont fait contracter depuis, pour décider enfin la crise qui nous rassemble.

Et

Et cependant nos moyens de communication sont encore bornés & imparfaits ; & cependant la liberté du Commerce n'a existé que par intervalles , & toujours avec des restrictions plus ou moins grandes. A quel point la prospérité s'arrêtera-t-elle , quand nous jouirons en même-temps , d'une liberté entière & permanente , & de toutes les facilités désirables pour le transport de nos denrées ?

Les autres ouvrages publics sont susceptibles d'une économie rigoureuse : mais les dépenses pour les communications ne doivent avoir de bornes que celles de nos moyens.

Nous devons donc désirer que les fonds appliqués à cette partie soient plutôt augmentés que diminués. Souvenons-nous cependant que la profusion peut devenir indiscrette à cet égard , comme à tant d'autres , si l'utilité n'est pas la seule règle des dépenses , & sur-tout si la liberté ne nous met pas à portée d'en profiter.

Pour fonder sagement la dépense de la Maison du Roi , n'oublions pas que nous sommes François , puisque le Roi veut bien se rappeler qu'aujourd'hui nous sommes pauvres. Ses heureuses dispositions facilitent assez toutes les économies qui sont décemment praticables.

N'envions donc à notre Prince , ni ce faste imposant qui est plutôt à notre usage qu'au sien , ni son opulence , ni ses délassemens , ni sa bienfaisance , ni sa générosité , ni ces grands moyens d'encouragement qui soutiennent , perfectionnent & perpétuent les beaux Arts.

Tous les autres objets de nos sacrifices publics ont avec nous-mêmes un rapport direct d'utilité qui ne leur laisse que le mérite de la sagesse. Celui-là seul est désintéressé. Il a pour nous le charme inexprimable d'être un pur hommage d'amour & de reconnoissance. Eh , qui méritera mieux ces sentimens que notre Roi ! Titus , Antonin , Marc-Aurèle , Trajan , Louis XII , Henri IV , ont fait un instant le bonheur de leurs Sujets. Les chaînes du despotisme ont échappé sans effort à leurs mains , mais ils n'ont pas ôté à leurs Successeurs le pouvoir de les reprendre ; & Louis XVI consent à les briser.

Montrons que les François ne veulent être plus libres que pour pouvoir être plus généreux. Offrons à la confiance ce que nous saurions refuser à la contrainte.

Mais sachons ne pas confondre les besoins personnels du Roi avec les abus qu'on voudroit étayer de son nom. Entrons, avec ce Prince vraiment bon, dans le détail de toutes ces dépenses sourdes & illimitées, qui aggravent nos charges, sans rien ajouter à la moindre de ses jouissances, & quand lui-même sera surpris de la différence qui va se trouver entre ses véritables dépenses & celles dont sa Maison n'est que le spécieux prétexte, accordons-lui plus qu'il ne nous aura demandé.

Jadis la Maison du Roi étoit défrayée par ses domaines. D'autres mœurs ayant, d'une part, amené de nouveaux besoins, & de l'autre, diminué beaucoup le revenu des véritables domaines de la Couronne, ce revenu n'a plus aujourd'hui aucun rapport avec les dépenses les plus nécessaires du Roi & de sa Famille.

Car il ne faut pas compter au nombre des revenus du domaine, cette foule de droits prétendus domaniaux, qui sont, ou de véritables impôts, comme le Timbre, les Contrôles, les Péages, &c. ou des restes défigurés de l'ancienne servitude féodale, comme les Maîtrises & autres Privilèges établis sous l'injuste prétexte, que le droit de travailler pour son compte, étant autrefois interdit aux Serfs, le Roi peut vendre ce droit à tous ses Sujets, comme une dépendance de son domaine.

Cet abus des mots & des choses ne devant plus subsister, nous n'entendons parler ici que des domaines ruraux appartenans au Roi. Or, ce n'est point faute d'étendue ni de fertilité, que ces domaines ne rapportent plus aujourd'hui de quoi suffire à la dépense de la Maison du Roi; c'est uniquement parce qu'ils appartiennent au Roi.

Nul doute que ces terres réparties entre un grand nombre de peres de famille, à titre de propriété incommutable, ne rendissent au Trésor Royal, par l'Impôt seul, beaucoup plus que ne fait aujourd'hui leur recette totale. Ces biens-fonds réunissent maintenant tous les inconvéniens des grandes substitutions perpétuelles à un degré d'autant plus ruineux pour le Roi & pour l'Etat, qu'il est physiquement impossible à l'œil du Maître de les vivifier, & qu'ils font une partie plus considérable de notre territoire.

Sans discuter les principes qui déclarent ces biens inaliénables, nous offrons de fonder les dépenses de la

Maison du Roi ; & nous demandons qu'à l'exception des bois de haute-futaie , & des objets réservés pour les plaisirs de Sa Majesté , tous les biens-fonds appartenans à la Couronne , soient vendus à perpétuité , & leur prix toujours payé en titres de créances sur l'Etat , & jamais en argent. Plus on simplifie les opérations , moins elles sont susceptibles d'abus.

Il est d'autres objets de dépense publique , qui n'ont , avec l'intérêt général , que des rapports plus ou moins directs. De ce nombre sont les Académies & autres Etablissmens relatifs aux Lettres , aux Sciences & aux Arts ; les Haras & quelques Manufactures pour le compte du Roi.

Nous pensons que les premiers doivent rester à la charge de l'Etat. Que peu sont susceptibles d'économie , si ce n'est , peut-être , d'un meilleur ordre dans les dépenses ; & que quelques-uns exigent une augmentation de fonds , pour être perfectionnés ou multipliés ; comme les Ecoles Vétérinaires , les Sociétés d'Agriculture , les Encouragemens pour les nouvelles découvertes , lesquelles doivent , à l'avenir , remplacer les privilèges exclusifs , &c.

Mais nous demandons que les dépenses de pur agrément ou de faste , n'absorbent plus la majeure partie des fonds destinés à l'utilité publique.

Nous demandons que les Haras & Manufactures , pour le compte du Roi , soient entièrement supprimés. C'est toujours une surprise manifeste de la part de l'intérêt particulier , que d'engager l'Administration à se charger de ces entreprises dont les détails exigent une surveillance minutieuse. Ceux qui les proposent ne cherchent jamais qu'à se procurer des places lucratives , ou à obliger leurs amis aux dépens du Trésor Royal. Il n'en résulte , pour le public , que des gênes & des prohibitions ; & pour le Gouvernement , qu'un gaspillage obscur avec lequel il est toujours plus cherement & moins bien servi , qu'il ne le seroit par le Commerce.

Depuis l'établissement des Haras , les bonnes races de chevaux se sont perdues dans plusieurs Provinces ; & la France achète aujourd'hui de l'Etranger ce qu'elle lui vendoit auparavant.

En général , tout ce qui n'excede pas les forces des particuliers ; tout ce qui demande l'œil vigilant de l'In-

général personnel, doit être abandonné à la liberté & à la concurrence. Le Gouvernement ne doit s'en occuper que pour encourager & faciliter le débit, de toutes les manières possibles.

C'est sous ce point de vue qu'il faut envisager l'Ordonnance des Eaux & Forêts, & les Tribunaux chargés de la faire exécuter. L'esprit Réglementaire a fait long-temps croire aux Ministres, qu'ils étoient plus en état que nous-mêmes, de calculer & de combiner nos intérêts & nos actions. L'expérience a trop prouvé qu'ils se sont trompés : leurs Réglemens n'ont fait que servir de prétexte à la multiplication des Charges inutiles ou nuisibles. Celles des Eaux & Forêts sont principalement de ce nombre, & nous demandons qu'elles soient supprimées, ainsi que l'Ordonnance : que l'administration de tous nos biens, de quelque nature qu'ils puissent être, reste à l'avenir absolument libre entre nos mains, & que la Jurisdiction relative aux Eaux & Forêts soit rendue à la Justice ordinaire, & administrée suivant le droit commun.

Chaque Province se chargera de surveiller, sans frais, l'administration des bois de l'Eglise & des Communautés,

Les pensions forment un des articles les plus considérables des dépenses publiques ; nous comprendrons sous ce titre toutes les places sans fonctions, qui ne diffèrent des pensions que par le nom : leurs sommes réunies excèdent sûrement de beaucoup les vingt-huit millions auxquels les gratifications viagères sont portées dans les Comptes rendus.

Il sera indispensable d'examiner très-sévèrement les titres & les motifs de toutes ces largesses, afin que, dans la nécessité où va se trouver la Nation de les réduire au moins à moitié, on puisse ne faire porter les suppressions que sur celles qui doivent leur existence à l'intrigue & au crédit, ou qui n'ont point de proportion avec les services qui les ont motivées.

Les Ministres, & tous leurs sous-ordres, ont toujours été, à cet égard, vis-à-vis de leurs Prédécesseurs, d'une profusion d'autant plus grande, qu'ils travailloient pour eux-mêmes, en établissant l'usage des retraites excessives ; & comme les révolutions dans le Ministère sont devenues plus fréquentes en raison de ce que les affaires publiques devenoient plus difficiles à conquies, il y a

eu nécessairement abus, & dans le nombre des retraïtes & dans leur quotité. Beaucoup de personnes n'ont fait que paroître dans les places supérieures ou subalternes, qui jouissent depuis long-temps dans l'oïfiveté, d'une opulence que ne leur eût jamais procurée le travail le plus assidu.

A cette espece de pensionnaires il faut joindre cette foule de Courtisans, qui sans autre mérite que celui de négliger leur patrimoine, pour se livrer entièrement aux plaisirs de la Ville & aux intrigues de la Cour, se sont fait de leur nullité même un moyen sûr d'accroître leur aisance aux dépens du Trésor Royal.

D'autres plus puissans ont profité de l'ascendant que leur donnoient leur naissance ou leurs places, pour vendre leur protection aux Ministres, & accumuler ainsi successivement des pensions & des places sans fonctions, pour des sommes immenses.

Enfin, un luxe ruineux, le mal-aise universel, & la facilité de nos mœurs, ont introduit l'usage public de mendier les bienfaits du Roi. Les revenus de l'Etat sont devenus la ressource de toutes les familles qui se croyant pauvres, ou l'étant en effet, ont eu l'art de se ménager quelque accès auprès des gens en place.

C'est principalement sur ces trois classes de pensionnaires qu'il sera indispensable de faire tomber les suppressions & les réductions nécessaires pour opérer une véritable économie. Les autres pensions qu'il faudra bien examiner aussi, n'offriront pas des bénéfices proportionnés au tort que trop de rigueur feroit à leurs titulaires. Il ne faut cependant jamais oublier que la Nation n'est pas obligée, & sur-tout qu'elle n'est pas à portée de fournir à ceux mêmes dont les titres sont légitimes, les moyens d'exister dans la Capitale; & que tel d'entr'eux dont le traitement paroîtra modique, comparé avec les dépenses que nécessite le séjour de Paris, vivroit encore à l'aise dans la plupart de nos Provinces, après que ce traitement auroit été réduit d'un tiers ou de moitié.

Nous supposons donc que les pensions & autres graces de cette nature ne pourront d'abord être réduites au-dessous de vingt millions, à cause de la grande quantité de familles qui n'ont pas aujourd'hui d'autre ressource. Mais l'économie doit, par la suite, devenir plus considérable de dix millions.

Pour y parvenir, le Trésor Royal se chargeroit de payer pour dix millions de ces pensions que nous supposons réduites à vingt; & ce seroit sur ces dix millions seulement que le Gouvernement assigneroit des retraites & des graces, à mesure qu'il y auroit des fonds libres.

Les dix millions, plus ou moins, qui resteroient après les réductions & ce nouvel arrangement, seroient confondus avec les rentes viagères, & payés comme elles sur la Caisse nationale dont il va être parlé; & à mesure qu'il s'en éteindroit une partie, elle seroit employée avec les autres bonifications de cette nature, à amortir d'autant le capital des rentes constituées.

Il nous reste à parler des dettes du Gouvernement. Pour le faire avec ordre, considérons : 1°. Si la Nation peut, à la rigueur, être tenue de les acquitter. 2°. S'il est convenable qu'elle les paye. 3°. Quelle est la nature, & sur-tout la somme de ces dettes. 4°. Enfin, quels seroient les meilleurs moyens de les acquitter.

1°. Les droits d'une Nation ne sont certainement pas moins sacrés que ceux d'un particulier. Aucun Jurisconsulte n'oseroit soutenir qu'un homme dût être tenu de payer des dettes qu'il n'auroit contractées ni personnellement, ni par ses fondés de pouvoir. Que seroit-ce donc si on avoit profité de son absence, disons mieux, si on avoit prolongé cette absence exprès pour emprunter en son nom des sommes immenses, sous prétexte de les employer à ses affaires, & dans la réalité, pour les dissiper en profusions ruineuses : Que cet homme, à son retour, trouvât ses biens en décret, oseroit-on lui refuser la main-levée de ce décret, lorsqu'il prouveroit que ces dettes ont été contractées sans sa participation, sans son aveu, & même malgré lui, & que loin d'avoir été appliqué à son profit, l'emploi des sommes empruntées a détruit sa fortune dans une proportion décuple ?

La Nation se trouve dans des circonstances absolument semblables. C'est sans sa participation qu'on a emprunté; c'est pour emprunter plus facilement qu'on l'a empêché de s'assembler; c'est à sa ruine qu'on a employé les sommes empruntées; tout cela ne s'est certainement pas fait de son aveu : donc, en rigueur de Droit, la Nation n'est point tenue de payer les dettes du Gouvernement.

C'est n'est point une question oiseuse que nous examinons ici. Ou c'est la Nation qui doit, ou ce n'est pas elle. Si c'est la Nation qui doit, il faut qu'elle paye purement & simplement. Toutes conditions, toutes restrictions qu'elle voudroit mettre à ce paiement, seroient autant d'injustices; toute diminution seroit une banqueroute; toute composition, un abus des circonstances; tout retard, un atermolement honteux. Il faut, sous peine de déshonneur, qu'elle paye tout ce qui est dû, comme il est dû, & quand il est dû.

Au contraire, si ce n'est pas la Nation elle-même qui doit, elle peut ne se charger des dettes qu'à des conditions dictées par la prudence.

Dire que le Roi & la Nation ne font qu'un, c'est mettre ce qui auroit dû être, à la place de ce qui a été: c'est prendre le Droit pour le fait. Depuis deux siècles on travaille à isoler les intérêts du Roi d'avec ceux de la Nation: pendant tout ce temps le Roi & la Nation ont été deux choses malheureusement trop distinctes. Quand il a été question d'emprunter, le Roi a été tout, & la Nation rien. Et lorsqu'il s'agit de payer, le Roi & la Nation ne feroient qu'un! Il est bien plus vrai de dire que, pour payer, les moyens de la Nation sont tout, & les moyens de l'Administration, rien.

Donc il est vrai que ce n'est pas la Nation qui doit; donc si la Nation veut bien se charger de payer les dettes du Trésor Royal, elle est la maîtresse de ne le faire qu'à des conditions.

2°. Est-il convenable que la Nation se charge des dettes? Oui, par reconnaissance pour le Roi, par attachement & déférence pour sa Personne, par respect pour son nom, par commisération pour les Créanciers, dont plusieurs ont été de bonne foi, & qui sont presque tous nos Concitoyens; par générosité envers les Etrangers, & pour mériter leur bienveillance: mais à condition,

Qu'il soit établi, comme loi fondamentale, que jamais il ne pourra être ouvert aucun emprunt, de quelque nature que ce puisse être, sans le consentement exprès des Etats-Généraux.

Qu'il soit défendu de proposer à la Nation de se charger dans la suite, d'aucune dette contractée par quelque individu, corps civil ou politique que ce soit, autre que l'Assemblée des Représentans de toute la Nation.

Qu'il ne puisse être créé ni vendu aucune Charge, aucun Privilège, aucune Maîtrise, & généralement aucun moyen quelconque de procurer au Trésor Royal d'autres fonds que ceux qui lui seront assignés par la Nation, à peine, contre les acquéreurs, de perdre leur finance.

Que tous les titres originaux des créances actuelles soient rapportés & vérifiés pour découvrir, autant qu'il sera possible, si les fonds ont été réellement fournis en tout ou partie.

Que tous les acquits patents donnés sous le précédent Règne & sous celui-ci, soient aussi rapportés, afin de vérifier, par la correspondance des dates & des noms, s'ils n'ont pas été fournis pour comptant dans les emprunts.

Qu'il soit pris toutes les précautions nécessaires pour découvrir le véritable prix des aliénations, lorsque les créances ne seront plus entre les mains des premiers prêteurs ou de leurs héritiers, afin que notre bonne volonté ne donne lieu, que le moins possible, à des bénéfices abusifs.

Que toutes les rentes, tant viagères que perpétuelles, qui paroîtront devoir être conservées, soient réduites, savoir, les rentes viagères à huit pour cent, & les rentes perpétuelles à quatre pour cent du capital dont la Nation jugera à propos de répondre.

Que les seuls emprunts négociés directement avec l'étranger, soient exempts de cette réduction, parce que les Etrangers ne profiteront pas, comme nos Compatriotes, de l'abolition des droits sur les consommations, de laquelle nous allons nous occuper.

Que tous autres capitaux prétendus exigibles, sous quelque prétexte & dénomination que ce puisse être, soient, après vérification des sommes réellement dues, convertis en contrats à quatre pour cent de rente perpétuelle.

Que les rentes ainsi fixées, ne puissent jamais être assujetties à aucune diminution ni imposition quelconque.

Qu'il soit établi, sous l'administration directe de la Nation & la surveillance du Roi, une Caisse totalement distincte & séparée du Trésor Royal, laquelle sera seule chargée de la recette & distribution des fonds destinés au paiement des rentes & à l'extinction successive des capitaux, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Enfin, que tous les contribuables soient expressément autorisés,

autorisés, par la Constitution même, à suspendre tout paiement relatif à cette Caisse nationale, si l'Autorité s'emparoit de son administration.

3°. On ne peut avoir une idée de la somme des dettes, si l'on ne rapproche pas leurs différentes espèces; cette idée seroit très-imparfaite, si elle ne comprenoit que les emprunts faits par le Trésor Royal, sous la forme de constitution de rentes foncières & viagères. Le premier pas à faire lorsqu'on veut s'acquitter, est de savoir combien on doit en tout, & sans rien excepter. Il faut donc réunir sous un seul point de vue, les emprunts à rentes foncières ou viagères faits directement par le Trésor Royal, les emprunts des Pays d'Etat, ceux du Clergé, ceux des Communautés civiles, les anticipations, les rentes, pensions, gages, & autres paiemens annuels arriérés, les cautionnemens de toutes les espèces, les restes dûs à des fournisseurs, les Charges de Magistrature, de Cour & de Finance, & toutes autres telles qu'elles puissent être, les capitaux dûs pour acquisitions & soultes d'échanges, les privilèges, les maîtrises, enfin, toutes aliénations des droits des hommes, dans lesquels la Nation doit rentrer, & dont elle veut bien assurer le remboursement, comme de toutes les autres dettes du Gouvernement.

Nous devons nous estimer très-heureux, si la somme réunie de toutes ces dettes n'excede pas de beaucoup un capital de quatre milliards, sans compter les rentes viagères, & si, après toutes les vérifications & réductions justes & praticables, la masse totale des rentes à payer ne s'élève pas à plus de trois cents millions.

Si la suppression des impôts sur les consommations permet de diminuer cette somme d'un cinquième, il restera donc encore, au moins, deux cents quarante millions à la charge annuelle de la Nation.

4°. Cette surcharge inévitable, & dont nous donnons peut-être un aperçu trop modéré, ne permet à la Nation de destiner aucune partie du revenu public à payer des capitaux dans les premiers momens. Il faut qu'elle songe à multiplier & accroître ses ressources, en même-temps qu'à payer des dettes. Il faut que l'un serve de moyen à l'autre; & lorsque les rentes seules, jointes à tous les autres besoins de l'Etat, absorbent déjà le double de ce qu'elle devroit raisonnablement payer;

lorsque les facultés sont à-peu-près anéanties par les suites d'un long désordre, la surcharger encore pour acquitter des capitaux, ce seroit tarir les sources de sa prospérité, retarder sa délibération, & compromettre à-la-fois son honneur & les intérêts des créanciers publics. Ce qui leur importe aujourd'hui, c'est d'abord que leurs créances soient bien assurées; que l'ordre se rétablisse, & que par conséquent la confiance renaisse au point de leur faire trouver, sans peine & sans perte, à vendre leurs titres de créances.

Tout ce que la Nation peut faire, dans le premier moment, en faveur des créanciers exigibles, c'est d'éprouver elle-même cette confiance, en ouvrant un emprunt à quatre pour cent, destiné à rembourser, avant tout, les contrats nouvellement créés pour tenir lieu des créances exigibles, & dans lequel elle recevrait ces créances pour comptant. Ce simple virement de partie peut, sans la surcharger, être d'un grand secours aux porteurs de pareils effets. Mais la réussite de ce moyen suppose la confiance, & la confiance ne peut naître que de la prospérité fondée sur l'ordre le plus simple & le plus invariable.

Le premier moyen d'ordre, & par conséquent le plus expéditif pour rappeler la confiance, est sans contredit l'établissement d'une Caisse nationale uniquement destinée au paiement des dettes.

Cette Caisse devroit être placée hors de Paris, & dans le centre du Royaume, comme à Bourges ou à Orléans; deux Commissaires du Roi suffiroient pour la surveiller, en quelque lieu qu'elle fût.

L'administration de cette Caisse devroit être exclusivement confiée à des Directeurs nommés par les Etats-Généraux, & dont la moitié seroit renouvelée à chaque Assemblée des Etats. Il n'importe nullement à la gloire ni à la puissance nécessaire du Roi, qu'une simple manutention d'argent ne soit soumise qu'à sa surveillance; mais il importe beaucoup à la Nation qui doit payer, & aux créanciers qui compteront sur elle, que cette manutention soit à l'abri de toute intrigue, de toute surprise faite à la volonté du Roi, enfin, de tout abus d'autorité.

Toutes les dettes étant réduites à deux especes, les rentes perpétuelles & les viagères, l'ordre s'établirait

avec la plus grande facilité , & se maintiendrait de même.

Il seroit à désirer que la Caisse nationale fit son service avec le moindre déplacement de fonds possible. On y parviendrait, en convenant de gré à gré, avec chaque créancier, du lieu où il voudroit toucher ses rentes. Il n'en est point qui ne préférât les recevoir en personne, dans le voisinage de son domicile, à l'embarras & au risque d'employer des intermédiaires dans une Ville souvent très-éloignée; & comme on connoîtroit d'avance la portion de recette destinée dans chaque Caisse particulière, à desservir les rentes, les Rentiers en seroient quittes pour demander leur paiement sur la Caisse la plus voisine, lorsque les fonds de la Caisse de leur domicile se trouveroient déjà employés par d'autres assignations de rentes; ce qui seroit facile à prouver par les Registres.

Les avantages multipliés de cette méthode nous déterminent à proposer formellement d'ordonner que la Caisse nationale ne touche jamais aucun fonds, hors ceux des emprunts; & qu'elle ne fasse que recevoir des quittances, & donner des rescriptions sur les Receveurs de districts, toujours au choix des parties prenantes.

La Caisse nationale paieroit, comme les rentes viagères, les dix millions de pensions destinées à s'éteindre, & toutes les retraites qu'il seroit nécessaire d'accorder, en détruisant un grand nombre d'établissmens abusifs, surtout en réformant la perception des Impôts: & à mesure que ces rentes ou traitemens viagers s'éteindroient, les fonds en seroient employés à l'amortissement des rentes foncières. Les rentes foncières amorties seroient elles-mêmes destinées à cet usage, sans que, pour quelque raison que ce fût, ces fonds libres pussent être employés à d'autres destinations, sinon par l'ordre positif des Etats-Généraux.

La Caisse connoîtroit toujours, un an d'avance, l'état de sa recette & de sa dépense; & lorsque, par l'établissement très-désirable d'un Impôt de quotité sur les terres, il y auroit quelques légères variations en plus ou en moins sur la recette, le déficit tomberoit sur les fonds destinés à rembourser des capitaux, & le bénéfice accroîtroit d'autant ces mêmes fonds.

Nous expliquerons, en proposant la manière la plus avantageuse de percevoir le revenu public, comment il

seroit impossible, même dans les premières années, que le déficit, en le supposant probable, égalât jamais ce que la Caisse gagneroit successivement par l'extinction des rentes & pensions viagères.

Ainsi, sans forcer la somme du revenu public au-delà du véritable besoin actuel, en procurant à la Nation le soulagement dont elle a besoin, au lieu de la surcharger encore, la libération s'opérerait progressivement & sûrement, par des moyens doux & très-simples, qui n'exigent que l'esprit d'ordre & le désir de faire le bien.

Nous avons oublié de mettre au rang des conditions auxquelles la Nation consent à se charger des dettes du Trésor Royal, la vente des Domaines de la Couronne.

Cette vente ajouterait aux moyens de secourir plus efficacement encore les porteurs d'effets exigibles; & il seroit aisé d'en accélérer la circulation, en ordonnant que ces effets, ou les contrats qui les auroient remplacés, seroient reçus, par préférence à tous les autres, dans les paiemens à faire pour acquisitions de Domaines Royaux.

Nous n'entrerons dans aucun détail sur les moyens d'éviter les abus à cet égard. Mais nous sommes certains que les plus sûrs & les moins coûteux sont la plus grande publicité & la plus grande liberté dans les enchères. Toutes les autres formes sont plutôt à éviter qu'à prescrire.

Nous terminerons cet important article, en observant que, quand l'Etat n'empruntera plus, si ce n'est pour les viremens de partie que nous avons indiqués, il est impossible, vu l'immense numéraire que la crainte tient actuellement hors de la circulation, de ne pas éprouver bientôt une baisse très-notable dans l'intérêt de l'argent: nous ne doutons donc nullement que les contrats à quatre pour cent sur la Nation, ne soient, dans l'instant même où la Caisse sera établie, la manière la plus lucrative & la plus sûre de placer des fonds dont on ne voudroit pas s'occuper à suivre l'emploi. La Nation accélérerait encore sa libération, en profitant de cette circonstance: elle rembourseroit les rentes à quatre pour cent, lorsqu'elle trouveroit des fonds à un intérêt plus foible.

Perception du Revenu public.

La Justice, l'ordre & la raison, pris pour regles de la dépense, procureront sans doute à la Nation des avantages très-considérables ; mais nous n'aurons fait que retarder notre ruine sans l'éviter, si les mêmes principes ne sont pas constamment suivis dans la recette.

Nos longues & funestes erreurs, sur la maniere de percevoir le revenu public, ont leur source dans l'injustice. Des hommes ont feint de se croire d'une nature supérieure à celle des autres ; & parce qu'élevés dans le brigandage, ne connoissant de métier que la guerre, de droit que la force ; de moisson que le vol, ils ont réussi à subjuguier des Nations paisibles & sans défiance, d'autres hommes sont devenus leur propriété. Un intervalle immense a séparé le peuple conquérant d'avec le peuple conquis. La Société s'est divisée en deux classes, les Tyrans & les Esclaves. Les mœurs s'étant adoucies, ces deux divisions ont formé successivement les Maîtres & les Serfs de la Glebe, les Seigneurs & les Vassaux ; enfin, les Nobles & les Roturiers. Ainsi s'est établie la distinction héréditaire entre les personnes ; & c'est à cette distinction seule qu'il faut attribuer tous les vices qui regnent aujourd'hui dans la perception du revenu public.

Lorsqu'il a fallu subvenir aux besoins de la société par des contributions, la classe qui jouissoit seule de tous les droits, a volontiers rejeté toutes les charges sur celle qui n'avoit plus en partage que des devoirs. Ainsi s'est établi l'usage d'asseoir l'impôt sur les personnes, & non sur les biens.

Mais la nature ne perd jamais ses droits. L'homme ne naît qu'avec des besoins : ce sont les biens seuls qui fournissent à tous ses besoins en échange de son travail : imposer les personnes, c'est augmenter les besoins : augmenter leurs besoins, c'est les forcer, ou à hausser le prix de leur travail, ou à restreindre leur consommation. Si c'est le prix du travail qui hausse, la dépense des possesseurs des biens augmente, & la somme de leurs jouissances diminue : si c'est la consommation qui diminue, les possesseurs des biens augmente, & la somme de leurs

jouissances diminue : si c'est la consommation qui diminue, les possesseurs des biens perdent sur la valeur de leurs denrées. En définitif, ce sont donc toujours les possesseurs des biens qui payent ou qui perdent toute la somme de l'impôt sur les personnes.

Le même raisonnement s'applique à l'impôt sur les consommations. Il retombe nécessairement sur les biens, soit en augmentation de dépense, soit en diminution de revenu ; mais celui-là y retombe avec une surcharge de frais souvent égale, & quelquefois supérieure au produit de l'impôt.

Mais la terre est la source unique de tous les biens ; le reste n'est que modification ou distribution de ce que la terre a produit. Toute dépense est donc soldée par le produit de la terre. On a pu perdre la trace de cette correspondance entre les produits de la terre & les dépenses de la société, parce que les canaux de la circulation s'étant multipliés à l'infini, ils ont formé un labyrinthe dans lequel l'attention s'égare, & ne retrouve plus de guides que les préjugés ; mais il n'en est pas moins constant que toute dépense opère une consommation, & que la consommation ne peut être fondée que sur la reproduction.

Donc c'est la terre qui a toujours fourni seule, d'une manière plus ou moins directe, le revenu public, comme tous les autres besoins de la société. Donc les propriétaires des terres n'ont jamais pu éviter de payer ou de perdre toute la valeur du revenu public : donc il est de leur intérêt de payer seuls & de la manière la plus directe, parce que c'est la seule qui soit exempte de tout arbitraire, qui n'entraîne point de frais, & qui ne nuise pas au débit ou à la reproduction.

Jettons un coup d'œil rapide sur les avantages qui résulteroient pour les propriétaires, d'un impôt unique & direct sur toutes les terres, & proportionnel à leur revenu.

1°. Leurs revenus augmenteroient de toute la valeur des frais de perception.

2°. L'exploitation des terres étant exempte de tout impôt, les cultivateurs se multiplieroient, deviendroient plus riches, & par conséquent tireroient un plus grand produit de la terre.

3°. Des Fermiers opulens remplaceroient successive-

ment, par toute la France les pauvres Métayers, & assureroient aux propriétaires des revenus plus grands & plus indépendans de tout événement.

4°. Le débit des denrées étant absolument libre, leur valeur s'éleveroit au niveau du marché général de l'Europe, & sur-tout à raison du nombre & de l'aisance des consommateurs nationaux.

5°. L'attention du Gouvernement n'étant plus détournée comme aujourd'hui, par les modifications innombrables de ses revenus, se porteroit en entier sur l'Agriculture, qui en seroit évidemment la seule source. Ses intérêts se trouveroient tellement identifiés avec ceux des propriétaires, qu'il ne pourroit leur faire aucun tort, sans en éprouver aussi-tôt un proportionnel, ni améliorer les revenus, qu'en améliorant, dans la même proportion, ceux des propriétaires. Nous nous formerons une idée des bons effets que peut produire cette attention du Gouvernement, dirigée principalement vers l'Agriculture, si nous jettons les yeux sur l'Angleterre: ni le sol, ni le climat, ni les productions de cette Isle ne valent les nôtres, & cependant l'arpent de terre s'y loue communément 120 liv.; & nous sommes trop heureux, dans bien des Provinces, de louer nos terres 10 liv. l'arpent. Et nous allons chercher fortune au bout du monde!

6°. Toutes les branches du revenu public étant réunies en une seule, il seroit impossible de tromper la vigilance de la Nation, & d'augmenter sourdement l'impôt, comme cela s'est pratiqué depuis long-temps.

7°. Enfin, il seroit vrai qu'en France personne ne payeroit rien. En effet, si l'on suppose tous les impôts actuels supprimés, & remplacés par un seul revenu public, assis directement sur le produit net des biens-fonds, c'est-à-dire, sur le prix que les fermiers pourroient donner annuellement de ces biens; si ce revenu public est une part proportionnelle de ce produit net, comme le quart ou le cinquième, les propriétaires acquitteront cette part avec la portion de revenu que les anciens impôts leur enlevoient auparavant; donc ils ne payeront rien sur leur revenu actuel, au contraire ils auront tous les frais en bénéfice. Il est encore certain que, la proportion une fois fixée, cette part qui constituera le revenu public étant bien connue, ne

pourra plus être confondue avec la propriété réelle des autres parts qui resteront aux possesseurs des biens-fonds. Elle n'entrera plus pour rien ni dans les successions, ni dans les ventes, ni dans les échanges, ni dans les donations. Elle n'appartiendra à personne en particulier, mais au public. Celui qui aura acheté un bien ne pourra pas dire qu'il paye, puisqu'il n'aura certainement pas acheté la part très-distincte qui produira le revenu public.

D'un autre côté, la valeur vénale des biens-fonds augmenteroit nécessairement. Aujourd'hui un revenu de dix mille livres en fonds de terre, se vend encore au denier vingt-cinq, & même quelquefois plus cher. Cependant, ces dix mille livres ne sauroient procurer pour la même somme de jouissances réelles à leur acquéreur. Outre ces impositions personnelles qu'il est obligé de prélever sur son revenu, il faut encore qu'en dépensant le surplus, il paye des droits plus ou moins considérables sur tout ce qu'il achète ; il faut qu'il rembourse à ses salariés tous les impôts qu'ils payent ; & peut-être seroit-il très-aisé de prouver que toutes ces charges directes & indirectes réduisent la véritable valeur des jouissances qu'il se procure en dépensant ses dix mille livres, à six mille livres tout au plus. Donc, si dix mille livres de rente de cette espèce se vendent au denier vingt-cinq & au-delà, il est impossible que le même revenu produisant pour dix mille livres de jouissance effectives, lorsque tout impôt personnel & indirect seroit supprimé, ne se vendît point au denier quarante, & souvent plus cher.

Nous n'entrerons dans aucun détail sur les inconvéniens très-connus de tous les genres d'impôts actuellement existans. Il n'en est pas un seul qui ne soit plus ou moins destructif de sa prospérité.

La capitation, par l'impossibilité d'en bannir l'arbitraire.

La taille, par le même motif, & plus encore par l'espèce de flétrissure qui y est attachée ; parce qu'elle détruit les avances des cultivateurs ; parce qu'étant particulière aux campagnes, elle force tous les gens un peu aisés de se retirer dans les villes ; parce qu'elle empêche les capitalistes d'employer leurs richesses à la culture.

La gabelle, par les frais immenses qu'elle entraîne; parce qu'elle porte presque uniquement sur le pauvre; parce qu'elle met une partie de la Nation en guerre contre l'autre; parce qu'elle s'oppose à l'éducation des bestiaux; parce qu'elle prive la France d'une branche de commerce privilégiée, notre sel étant le meilleur de l'Europe; parce qu'elle nuit à la prospérité de nos pêcheries; parce qu'elle prive la terre d'un excellent engrais; parce qu'elle anéantit pour nous le commerce des salaisons; enfin, parce qu'elle ruine les mœurs & détruit la population.

Le Tabac, parce qu'à la plupart des inconvéniens de la Gabelle, il réunit celui de nous rendre tributaires des Etrangers, & de priver la France d'une production très-précieuse; parce qu'il fait supporter à des particuliers une charge destinée aux besoins de la société entière; enfin, parce que ces deux impôts entraînent après eux des peines qui devroient être réservées au crime.

Les Traités, les Douanes & les Péages, par leurs énormes frais de perception; parce qu'ils interceptent la circulation; parce qu'ils s'opposent au débit de nos denrées; parce qu'ils renchérissent considérablement les frais de transport; parce que leurs Réglemens sont tellement compliqués & multipliés, que leur Tarif est devenu à peu près arbitraire; parce qu'ils nous privent des avantages de la concurrence, & fixent nos Manufactures dans un état de médiocrité, dont l'émulation seule peut les tirer; enfin, parce qu'ils nous attirent de la part des Etrangers, de représailles ruineuses pour notre Commerce.

Les Aides, la Marque d'or & d'argent, la Marque des cuirs, la Marque des fers, les Droits d'entrée dans les Villes & tous les autres de pareille espèce, parce qu'ils anéantissent progressivement l'Agriculture, les Arts & le Commerce; parce qu'en général, ils coûtent ou détruisent trois ou quatre fois plus qu'ils ne produisent; & parce que, comme tous les autres Impôts précédens, ils occasionnent une infinité de saisies & de procès.

Les droits de Timbre, Contrôle, Insinuation, Cens, Denier, Francs-Fiefs & autres droits prétendus domaniaux parce qu'ils gênent & renchérissent tous les actes de la vie civile; parce qu'ils rendent les propriétés incertaines; parce qu'ils engagent à faire

une infinité d'actes sous-signature privée, qui exposent la bonne foi d'une partie des contractans; parce qu'ils retardent l'expédition des affaires, parce qu'ils absorbent à la longue la valeur des biens-fonds; parce que souvent ils n'ont d'autre règle que la volonté des percepteurs; parce qu'ils restreignent la concurrence dans les achats & les ventes; enfin, parce que leurs produits n'ont aucune proportion avec les frais qu'ils entraînent.

Les Loteries, parce qu'elles détruisent les mœurs; parce qu'elles font contracter à la Nation le goût effréné des jeux de hasard; parce qu'elles menent les pauvres à la potence, & les riches à la banqueroute; enfin, parce que leurs frais de perception surpassent de beaucoup le produit.

L'Impôt sur les ports de Lettres, parce qu'il diminue l'activité des relations entre les hommes, & par conséquent la somme des affaires.

Enfin, le droit sur la Monnoie, parce que tout modéré qu'il est, il ajoute une valeur fictive à notre Monnoie, & peut servir de prétexte à de grandes infidélités.

Le vice général de cette multiplicité d'Impôts, & qui devrait seul déterminer à les abolir, c'est l'excessive complication qu'ils occasionnent dans la machine de l'administration. C'est principalement à ce vice que nous devons attribuer les abus sans nombre qui s'y sont introduits; c'est lui qui a rendu toute espèce de bien impraticable, même sous les Ministres les plus intégres & les plus éclairés.

Nous n'avons donc plus à balancer aujourd'hui; ou il faut nous résoudre à ne faire que retarder notre ruine, pour la rendre plus inévitable, ou il faut renverser entièrement ce système confus & désastreux, pour former à sa place, tandis qu'il en est encore temps, un plan régénérateur, uniforme & simple, qui fasse de l'intérêt des intérêts particuliers, un tout absolument indivisible.

Ne réformer qu'une partie des Impôts actuels, seroit impossible & dangereux. Impossible, parce que les plus considérables s'entre-soutiennent, de manière qu'on ne peut toucher à l'un sans anéantir l'autre; & encore, parce que c'est seulement quand il n'en existera plus un seul, que les propriétaires connoîtront clairement l'intérêt qu'ils ont à se charger de subvenir directement à tous les besoins ordinaires de l'Etat. Dangereux parce que tant qu'il subsistera plusieurs genres d'Impôts

la porte restera ouverte aux extensions fourdes ou forcées, à l'arbitraire, & à mille autres abus de cette nature : comme les douze têtes de l'hydre, il faut les abattre tous d'un seul coup, ou s'attendre à en voir renaître douze à la place de chacun. Nous osons le prédire, les simples palliatifs seroient mortels dans notre position.

Cependant il ne faut pas que le revenu public demeure un instant en suspens ; & il est impossible d'établir, dès le premier jour, l'Impôt unique de quotité précise sur le revenu des terres. Il faut donc revenir à l'ordre par une route de traverse, puisqu'on s'en est tant écarté. Il faut commencer par fixer la somme qui sera rigoureusement nécessaire aux besoins ordinaires de l'Etat, & imposer d'abord cette somme fixe sur toutes les terres du Royaume, sans aucune exception, pour revenir ensuite graduellement à l'Impôt de quotité précise.

La part qu'on peut affecter au revenu public, sans nuire à la propriété des biens-fonds, peut varier du quart au cinquième : dans l'état actuel des choses, l'Impôt préleve plus de la moitié du revenu des propriétaires, sans parler de celui qu'il empêche de renaître, comme on peut s'en convaincre par la comparaison des terres d'Angleterre avec celles de France.

La reproduction totale de la France, calculée d'après le nombre des individus qu'elle entretient, peut être estimée à quatre milliards, en comptant de vingt-cinq à vingt-six millions d'Habitans, & leur dépense commune, à cent cinquante livres par tête seulement, à cause de notre grande misère. De ces quatre milliards, la moitié est consacrée aux frais de culture : il reste donc aujourd'hui un produit net de deux milliards ou environ. Les Impôts & tous leurs frais en prélèvent au moins un milliard, donc il ne reste pas à partager entre les propriétaires, pour un milliard de jouissances effectives ; donc, si l'on parvient à réduire toutes les dépenses possibles de l'Etat à cinq cents millions, cette somme peut être aisément répartie sur toutes les terres de France, non-seulement sans surcharger les propriétaires, mais en augmentant dès-à-présent leur revenu de près de moitié, sauf les défauts de proportion inévitables dans la répartition de tout Impôt en somme fixe, mais qui disparaîtroient graduellement par la méthode d'asseoir l'Impôt en

quotité proportionnelle, comme nous allons le proposer; donc il n'y a pas à balancer.

En vain chercheroit-on à obscurcir la vérité, en observant qu'un Vingtième actuel ne produit que vingt-cinq millions, quoique l'Impôt, appelé *Vingtième*, porte sur beaucoup d'objets qui ne sont pas productifs par eux-mêmes, comme les maisons, charges, rentes, &c. Cette objection n'en fera plus une, si l'on considère,

1°. Que des Provinces entières, régies par leurs Etats particuliers, ou ne payent pas cet Impôt sous la dénomination de *Vingtième*, ou le payent par un abonnement si modéré, qu'il n'a plus aucun rapport avec la dénomination de l'Impôt.

2°. Que tous les Domaines du Roi & des Princes en sont absolument exempts, ou à peu-près.

3°. Que tous les biens du Clergé, de l'Ordre de Malthe & des Hôpitaux, ne contribuent nullement à cet Impôt.

Or, ces trois articles composent déjà plus de la moitié des terres du Royaume.

4°. Que les terres qui composent l'autre moitié la plus foible, appartiennent pour la plupart, à des personages puissans, ou en crédit, ou faisant partie de l'Administration tant supérieure que subalterne, qui ne payent le *Vingtième* que pour la forme; & cela ne peut être autrement quand ce sont les personnes, & non les biens qui sont imposés: en sorte que le Vingtième n'est payé en proportion du revenu, que par le cinquième, tout au plus, du territoire de France, possédé par des particuliers, sans nom, sans emploi, sans crédit; encore la base de la répartition est-elle si fautive & si incertaine, qu'elle ne peut servir d'élément à aucun calcul précis.

5°. Enfin, que la très-petite portion des revenus du Royaume, sur laquelle on perçoit à peu-près le Vingtième, est elle-même déjà diminuée par le prélevement de tous les Impôts personnels ou indirects que les Cultivateurs payent par eux-mêmes ou par leurs salariés de toute espèce, & dont ils ont soin de faire la déduction sur le produit total présumé possible, année commune, avant d'offrir le revenu du propriétaire, ou le prix de ferme; & que dans les Pays cultivés par des Colons partiaires ou métayers, qui ne peuvent faire cette déduction, parce que leur part dans la récolte est fixée par l'usage des lieux, ce prélevement s'opère plus désastreusement

encore par les banqueroutes que ces pauvres Colons font journellement à leurs Maîtres.

De ces faits constans, il résulte que le produit d'un Vingtième étuel prouve plutôt pour que, contre notre calcul, puisqu'il monte à vingt-cinq millions, n'étant levé que sur le cinquième très-diminué des revenus territoriaux du Royaume; & par conséquent, déduction faite des objets non productifs, sur lesquels il est mal-à-propos imposé, il s'éleveroit au moins à cent millions, s'il étoit possible, dans nos mœurs, & par la méthode actuellement en usage, de le percevoir exactement sur les quatre autres cinquièmes.

On voudra peut-être élever des doutes sur la somme des frais actuels de perception que nous croyons surpasser le produit total des Impôts; mais sans parler des frais de Justice, des confiscations, des amendes, du renchérissement des voitures, du temps perdu, ni des bénéfices des Régisseurs en chef & des Contrebandiers, que nous gagnerons bien certainement sans déduction; sans parler des non valeurs incalculables que l'existence de ces droits multipliés occasionnent dans l'Agriculture, l'industrie & le Commerce; en ne considérant seulement que le nombre des employés de toute espèce, nous croyons que leurs appointemens s'élèvent à des sommes immenses; & nous nous estimerons fort heureux d'en être quittes pour vingt ou vingt-cinq millions, lorsqu'il sera question d'assigner la retraite, même la plus modérée, à chacun de ceux qui ont dû compter sur leur état pour vivre. Car nous ne pouvons-nous empêcher d'observer ici qu'il seroit également imprudent & barbare de ne pas assurer au moins du pain à ceux d'entre les employés, tant supérieurs qu'inférieurs, qui ne pourront pas trouver de places dans le nouveau régime que nous proposons.

Nous sommes donc très-convaincus, (& nous parlons ici comme propriétaires de terres), qu'il y aura pour nous un avantage immense dans le nouvel ordre de choses qui reportera immédiatement sur nos biens-fonds toute la charge du revenu public, dès que cette charge sera connue, & qu'elle deviendra progressivement proportionnelle à nos revenus; en conséquence, nous demandons à payer seuls, mais absolument seuls; & nous les demandons comme un droit qui nous appartient, comme le droit que tout homme a de payer moins, lorsqu'il peut, en payant moins, se libérer aussi parfaitement qu'en payant plus.

En conséquence , nous proposons ce qui suit.

Que tous les Impôts actuellement existans , sous quelque forme , droit , prétexte , cause , raison & dénomination que ce puisse être , sans en excepter un seul , soient abolis & supprimés pour toujours , & dans toute la France , à compter du premier de Janvier prochain.

Que , pour n'opérer aucune interruption dans la recette du revenu public , la somme totale à laquelle seront fixés pour l'avenir *les besoins ordinaires* de l'Etat , & que nous supposons devoir monter à environ cinq cents millions , à cause des rentes & des pensions de retraite à créer en faveur des Employés supprimés , soit d'abord répartie par les Etats-Généraux sur toutes les Provinces du Royaume ; en observant de prendre en considération celles qui renferment plus ou moins des biens actuellement exempts ou ménagés pour quelque cause que ce soit.

Que la somme répartie à chaque Province soit ensuite subdivisée par Districts , dans une assemblée de Propriétaires de la Province.

Que ces Districts répartissent de même par Cantons , la somme qui leur sera échue ; les cantons par Paroisses , & les Paroisses par chaque Propriété particulière , sans aucune exception.

Que la somme totale ainsi répartie soit divisée en deux portions ; l'une pour les sommes à verser au Trésor Royal , & l'autre pour la Caisse nationale.

Que la portion affectée au Trésor Royal soit payable tous les mois , par douzième , dont le premier terme écherra le vingt Janvier prochain , & ainsi de suite , afin que l'Administration puisse toujours faire ses affaires au comptant.

Que la portion affectée à la Caisse nationale n'étant point destinée à des besoins journaliers , mais annuels , soit payable par année seulement , à commencer au mois de Décembre de l'année 1750.

Que chaque fond particulier soit garant de sa part dans le revenu public , afin qu'il ne puisse jamais y avoir de non valeur.

Nous n'ignorons pas que cette manière de répartir le revenu public , ne peut jamais être exempte de tout arbitraire , quelles que soient la droiture & les lumières des répartiteurs. Nous savons que , par elle , on ne peut se flatter d'arriver rigoureusement à une répartition exactement proportionnelle au véritable revenu des terres ;

aussi ne la considérons-nous que comme un chemin de traverse qui , quoique mauvais , nous ramene plus directement & plus promptement à la bonne route. Mais si nous n'avions pas le courage de nous exposer , pour un moment , au léger dommage que peut nous causer une premiere répartition plus ou moins exacte , lorsqu'il doit en résulter pour nous un bien immense , nous ferions suspecter , à juste titre , ou notre patriotisme ou nos lumieres.

Ceci posé , voici comment il seroit possible de revenir à une répartition de quotité précise ; c'est-à-dire , à faire que , dans la suite , la part que chaque terre payera pour le revenu public , soit réellement un cinquieme , par exemple , du véritable produit net de cette terre.

Dans cette vue , nous proposons ,

1°. Que , dès les premiers mois de l'année 1790 , toute la France soit divisée par Cantons de vingt Paroisses de Campagne , qui seront appelés *Régies* ; cinq *Régies* ou cent Paroisses formeront un District , qu'on appellera *Recette* , & dix *Recettes* ou mille Paroisses formeront un Pays , qu'on appellera *Inspection*.

2°. Que chaque *Inspection* soit dirigée par un *Inspecteur* , dix *Receveurs* & cinquante *Régisseurs*.

3°. Que tous ces Préposés soient nommés par les Directeurs de la Caisse nationale.

4°. Qu'immédiatement après leur nomination , il soit procédé , dans chaque *Régie* , en présence des deux plus grands Propriétaires de chaque Paroisse , & par la voie du sort , au classement de chacune des vingt Paroisses qui la composeront ; & que l'ordre dans lequel le nom de chaque Paroisse sortira , règle à perpétuité , pour l'avenir , le temps auquel son abonnement pour le revenu public sera renouvelé.

5°. Que la Paroisse dont le nom sera sorti le premier , soit dès le mois de Mai de l'année suivante , imposée au véritable cinquieme de son revenu , au lieu de sa contribution dans les cinq cents millions nouvellement répartis sur toute la France , & ce dans la forme qui sera ci-après proposée ; en sorte que cette premiere Paroisse ne payera que pendant deux ans sur le pied de sa contribution ; & dès le mois de Janvier qui suivra le mois de Mai , dans lequel elle aura été imposée au cinquieme effectif de son revenu , elle commencera à payer sur le pied de ce cinquieme , & continuera ainsi , pendant vingt ans , sans pouvoir être augmentée ni diminuée

dans toute cette période. Les dix-neuf autres Paroisses subiront la même révolution d'année en année, selon l'ordre de leur classement indiqué par l'article 45, de manière que la seconde payera pendant trois ans sa contribution, & ne commencera que la quatrième année à payer à raison du cinquième effectif de son revenu, & toujours pour vingt ans, toutes les vingt Paroisses auront été imposées à leur cinquième effectif, les vérifications recommenceront par la première Paroisse, & ainsi de suite, à perpétuité.

6°. Que pendant l'année qui précédera le renouvellement d'une Paroisse, le *Régisseur* soit tenu d'en lever au moins le plan en gros, à la confection duquel il appellera chaque Propriétaire pour vérifier avec lui la nature, l'étendue & les confins de sa propriété, & constater le tout contradictoirement avec les Propriétaires des biens limitrophes.

7°. Que les Propriétaires soient tenus pour présens, sur le simple avertissement qui leur sera donné au Prône de la Messe paroissiale, & affiché à la porte de l'Eglise; & qu'en leur absence, ou faute par eux de faire trouver un fondé de pouvoir au jour & lieu indiqué, le *Régisseur* soit autorisé à se faire assister par des prud'hommes qui seront alors payés au frais des absens.

8°. Que dans le cas de contestation sur la propriété, le Détenteur actuel soit sensé provisoirement être le vrai Propriétaire.

9°. Que les biens situés dans une autre Paroisse que celle où leurs fruits sont engrangés, soient réputés, quant au revenu public seulement, faire partie de la Paroisse dans laquelle seront situés les bâtimens d'exploitation.

10°. Que dès le premier de Mars qui précédera l'année dans laquelle une Paroisse devra commencer à payer sur le pied du cinquième effectif, ainsi qu'il est dit, art. 5, le *Régisseur* soit tenu de convoquer une assemblée de tous les Propriétaires de cette Paroisse; lesquels seront obligés de s'y rendre soit en personne, soit par des fondés de pouvoirs légaux, sous peine d'être taxés au double de leur cote actuelle.

11°. Que dans ladite assemblée, le *Régisseur* présente à chaque Propriétaire, ou à son Représentant, l'état détaillé de ses possessions dans la Paroisse, pour ledit état être par lui avoué ou contesté, & enfin signé de lui

lui & du Régisseur, après avoir été rectifié, s'il y a lieu.

12°. Que dans la même assemblée, chaque Propriétaire ou Fondé de pouvoir, soit tenu de remettre au Régisseur l'Option suivante.

Ou je payerai annuellement à l'Etat la somme de... pour son cinquieme dans le revenu des biens que je possède en la paroisse d... lesquels biens consistent en tant d'arpens de terre à froment, tant d'arpens de terre à seigle, tant d'arpens de prés, tant d'arpens de pâturage, tant d'arpens de bois taillis, tant d'arpens de vignes, tant d'arpens d'étangs, tant d'arpens de bruyères, enfin, la désignation exacte & détaillée de toutes les natures & quantités de terres, conformément à l'état mentionné, art. 11. Ou bien : l'Etat me payera annuellement la somme de... pour mes quatre cinquiemes dans le revenu desdits biens ; à laquelle somme annuelle de... je déclare restreindre toutes mes prétentions sur lesdits biens pendant les vingt années qui commenceront au premier Janvier prochain, si l'Etat juge à propos de les faire exploiter pour son compte. Fait à ... le... & signé...

13°. Que les Propriétaires qui ne sauront pas écrire proposent l'option par acte notarié.

14°. Que toutes lesdites options soient sur-le-champ, & en présence de tous les Propriétaires, transcrites sur un registre, de suite & sans aucun blanc, & ledit registre coté, paraphé & signé à chaque article par le Régisseur & tous les Assistans qui sauront écrire.

15°. Qu'à la fin de la séance il soit fait, sur ledit registre, à la suite des options proposées, mention de l'absence des Propriétaires défaillans, & de la quantité & qualité des biens qu'ils possèdent dans la Paroisse, avec le détail prescrit pour les options à l'art. 12, & les formalités prescrites par l'art. 14.

16°. Que, tous ces préliminaires remplis, chaque Régisseur se rende chez son Receveur respectif, pour lui communiquer, ainsi qu'à l'Inspecteur, les options, registres, &c. à l'effet d'aviser entr'eux trois, au parti qu'il conviendra de prendre sur lesdites options ; & qu'ils aient jusqu'au 15 de Mai pour se décider.

17°. Que, si ces trois Préposés trouvent l'offre du Propriétaire raisonnable, ils acceptent purement & simplement de recevoir annuellement la somme par lui offerte pour le cinquieme du revenu de son bien ; de laquelle acceptation ils dresseront, sur le registre, un

acte signé d'eux trois, avec un double dudit acte, pareillement signé, pour être remis au Propriétaire.

18°. Que s'ils trouvent l'offre du Propriétaire trop foible, ils acceptent de lui payer annuellement la somme par lui demandée pour les quatre cinquièmes à lui appartenans, avec déclaration qu'ils entendent faire adjudger la ferme des biens en question, pour vingt ans, au plus offrant & dernier enchérisseur, & indication du jour précis auquel ils entendent faire procéder à l'adjudication, dans le lieu du domicile du *Receveur* lequel jour devra être au plus tard le 30 de Mai, desquelles acceptation, déclaration & indication ils dresseront un acte & un double, dans la forme prescrite par l'article 17.

19°. Que le *Régisseur* convoque, pour le 15 de Mai, une nouvelle assemblée des Propriétaires de la susdite Paroisse, dans laquelle assemblée il remettra à chacun d'eux l'acte d'acceptation qui le concernera; & dans le cas prévu par l'article 17, toute l'opération sera terminée par la mention de ladite remise qui sera écrite sur le registre.

20°. Que dans le cas prévu par l'article 18, outre le double de l'acte d'acceptation qui aura été remis au Propriétaire, ou à son Représentant dans la susdite assemblée, le *Régisseur* fasse signifier ledit acte au domicile du Propriétaire dans la Paroisse, ou de son Représentant, avec sommation d'être présent, ou de faire trouver enchérisseur pour lui, lors de l'adjudication indiquée par ledit acte, & déclaration qu'il y sera procédé tant en absence qu'en présence.

21°. Que lesdits Préposés fassent indiquer ladite adjudication par publications & affiches, aussi-tôt que l'acte par lequel ils l'auront résolue, aura été signé d'eux trois, & sans attendre que ledit acte ait été signifié au Propriétaire.

22°. Qu'il soit procédé à ladite adjudication, en public & à l'extinction des feux; & qu'aucune enchere ne puisse être reçue, sans que ceux qui la proposeront soient avoués par les Préposés ou par le Propriétaire.

23°. Que si la dernière enchere est faite de la part du Propriétaire, la ferme lui soit adjugée, à la charge de payer annuellement, au lieu de la somme par lui offerte dans son *option*, le cinquième effectif du prix de l'adjudication.

24°. Que s'il a été fait deux dernières encheres en

même tems, de la part du Propriétaire & de la part des Préposés, la ferme soit adjugée au Propriétaire.

25°. Que, si la dernière enchère a été faite de la part des Préposés, la ferme soit adjugée à l'enchérisseur, à la charge par lui & les trois Préposés, de demeurer solidairement responsables vis-à-vis du Propriétaire, de la somme annuelle par lui demandée dans son *option* pour ses quatre cinquièmes, sans qu'il puisse prétendre plus. Et que, dans ce cas, la part de l'Etat soit réglée au cinquième effectif du prix de l'adjudication.

26°. Que, dans le cas prévu par le précédent article, toute la différence qui se trouvera annuellement entre les quatre cinquièmes demandés par le Propriétaire dans son *option* & ledit cinquième effectif du prix de l'adjudication, appartienne aux trois Préposés pour les indemniser de ce qu'ils seront cautions envers le Propriétaire & l'Etat.

Par exemple, si un Propriétaire a proposé, dans son *option*, de payer 1000 liv. par an, pour le cinquième de l'Etat, ou de recevoir de l'Etat 4000 liv. par an pour les quatre cinquièmes appartenans à lui Propriétaire; & si cependant la ferme de ce bien est adjugée à l'enchérisseur des Préposés pour 10000 liv. alors il sera payé tous les ans 4000 liv. au Propriétaire, & 2000 liv. à l'Etat; & les 4000 liv. restans seront distribués entre l'Inspecteur, le Receveur & le Régisseur, dans l'Inspection, Recette & Régie desquels la Paroisse sera située, & ce dans les proportions qui seront réglées ci-après.

27°. Que le principal manoir du propriétaire, ni les cours, jardins & vergers en dépendans, ne puissent jamais être compris dans l'état des biens soumis à l'adjudication; mais seulement les bâtimens & basse-cours servant à l'exploitation desdits biens. Et que les jardins, vergers, promenades, parcs & autres objets d'agrément, & formant un seul enclos avec le principal manoir, soient taxés sur le prix moyen de l'arpent des terres de toute nature situés dans la Paroisse.

Par exemple, si une Paroisse composée de mille arpens rapporte en tout deux mille livres à l'Etat, le revenu de l'Etat sur chaque arpent, l'un dans l'autre, sera quarante sols, donc la taxe des jardins, vergers, & objets de pur agrément sera de quarante sols par arpent.

28°. Que la coupe des bois âgés de vingt ans & au-dessus, ne puisse être comprise dans l'état des biens

soumis à l'adjudication, mais seulement celle des bois taillis : que l'Adjudicataire soit tenu de couper lesdits taillis au plutard à vingt ans, & une fois seulement dans le cours de son bail ; & qu'il ne puisse jouir que du pacage dans les bois âgés de vingt ans & plus.

29°. Que l'Adjudicataire soit autorisé à ne point laisser de terres en jachères, à la charge par lui de ne pouvoir les ensemercer deux ans de suite en grains, mais seulement de faire succéder alternativement les grains aux prairies artificielles ; qu'il soit tenu au surplus de se conformer à la coutume des lieux, le tout à peine de dommages-intérêts envers le Propriétaire.

30°. Que tout Propriétaire ait le droit de présenter pour les vignes une *option* particulière, dans laquelle, après s'être conformé à ce qui est prescrit par l'art 12, il déclarera que, dans le cas où les Préposés opteroient pour l'adjudication il entend que ladite adjudication ait lieu pour la valeur foncière de ses vignes, & non pour leur revenu.

31°. Que ladite déclaration ne puisse jamais être valable que par une *option* séparée, quand le Propriétaire possédera, dans la Paroisse, des biens d'une autre nature.

32°. Que, dans le cas prévu par les deux précédens articles, les Préposés observent toutes les formalités qui sont prescrites pour l'adjudication des fermes, avec cette différence, que tout enchérisseur sera admis, & que les enchères porteront sur la valeur du fonds.

33°. Que dans ce cas, la part annuelle de l'Etat soit le cinquième effectif de trois pour cent du prix de l'adjudication, quel que soit l'adjudicataire.

34°. Que si les vignes sont adjugées à tout autre qu'au Propriétaire, le prix en soit déposé sur-le-champ, pour être délivré au Propriétaire après les Lettres de ratification.

35°. Qu'il ne soit fait, en aucun cas, aucune déduction au Propriétaire pour les rentes foncières, cens & autres droits seigneuriaux, ou autres charges quelconques qui se payent hors le moment de la récolte, soit en argent, soit en nature ; mais qu'il soit autorisé à en retenir le cinquième, lorsqu'il les acquittera.

36°. Que lors de la confection du plan de la Paroisse, les Propriétaires soient tenus de déclarer les charges réelles dont leur propriété sera grevée, & qui se prélevont en nature à l'instant même de la récolte ; comme

dîmes, champarts & autres charges de cette espece, & de déclarer quelle est la proportion de ces charges avec la récolte totale, à peine de n'éprouver aucune déduction sur lesdites charges, dans les *options* & adjudications.

37°. Qu'il en soit usé avec les Propriétaires de ces dîmes, champarts, &c. de la même maniere qu'avec les autres propriétaires fonciers. Excepté que, si ces droits se prélevent sur des vignes, l'adjudication, s'il y a lieu, n'en pourra être faite que pour le revenu & non pour le fonds.

38°. Que les moulins, fourneaux, forges & autres usines qui ne sont que des objets d'industrie, sans être réproductifs par eux-mêmes, ne puissent jamais être compris dans les biens soumis au cinquieme, mais seulement les fonds de terre ou étangs dépendans desdites usines.

39°. Que pendant le cours des vingt années qui suivront le renouvellement d'une Paroisse, les ventes, partages, échanges, & autres aliénations des biens compris dans un seul acte d'*option*, ne puissent opérer de division dans la collecte du revenu public; mais que la totalité en soit toujours payée par un seul Propriétaire, sauf à lui à s'arranger pour ses reprises avec ses cessionnaires, acquéreurs ou co-partageans, parce que l'Etat ne doit connoître d'autre garant que les fonds, & non les personnes.

40°. Que les paiemens du cinquieme effectif soient faits aux termes & en la maniere prescrits pour la contribution aux cinq cents millions.

41°. Que les bestiaux & autres objets mobiliers ne puissent jamais être compris dans les biens sujets au cinquieme, mais seulement les fonds.

42°. Que les *Inspecteurs*, *Receveurs*, *Régisseurs* n'aient aucuns appointemens fixes, mais seulement une part proportionnelle dans les recettes de leur ressort, qui sera réglée de la maniere suivante.

Il sera prélevé sur la recette totale, pour tout droit de recette & dépense, deux & demi pour cent qui seront distribués, savoir :

A l'*Inspecteur* un quart pour cent sur toute la recette des mille Paroisses de son *Inspection*.

Au *Receveur* trois quarts pour cent sur toute la recette des cent Paroisses de sa *Recette*.

Et au *Régisseur* un quart pour cent sur la recette totale des vingt Paroisses de sa *Régie*.

L'autre quart pour cent sera employé à payer les honoraires des Directeurs & Commis de la Caisse nationale, ainsi que les retraites & gratifications qu'elle jugera à propos d'accorder aux Préposés & Commis.

43°. Que les bénéfices sur les adjudications des fermes soient divisés en neuf parts, dont une pour *l'Inspecteur*, trois pour *le Receveur*, & cinq pour *le Régisseur* : mais qu'ils ne puissent commencer à partager entr'eux lesdits bénéfices qu'après en avoir laissé accumuler cinq années ; & que la somme ainsi accumulée reste toujours en caisse jusqu'après l'expiration des vingt années, pour mettre les Préposés en état de faire face à tous les événemens.

44°. Que les Préposés ne puissent posséder aucun bien-fonds dans toute l'étendue de *l'Inspection* ; & que les cautionnemens qu'ils feront dans le cas de fournir ne puissent jamais être que des contrats sur la Caisse nationale.

45°. Qu'après le premier établissement des *Inspections*, *Recettes* & *Régies*, toute *Inspection* vacante ne puisse jamais être donnée qu'à un Receveur de ladite *Inspection* ; que les *Recettes* ne puissent jamais être remplies que par l'un des Régisseurs de la *Recette* vacante ; & enfin, que les *Régisseurs* soient, autant qu'il sera possible, choisis parmi les fils des Fermiers cultivans réellement par eux-mêmes & avec des avances à eux, & non parmi les fils des simples Négocians ruraux ou des Métayers.

46°. Que l'état détaillé du renouvellement de chaque Paroisse soit imprimé & affiché aux frais de la Caisse nationale.

47°. Que tout Propriétaire qui n'aura pas payé son terme le dernier jour du mois au plutard, soit tenu de payer en sus un demi pour cent par chaque mois commencé, lequel demi pour cent sera remis au *Receveur* pour le remplir des intérêts de ses avances, afin que les paiemens à faire sur les mandats du Trésor Royal & de la Caisse nationale ne puissent être retardés sous aucun prétexte.

48°. Que, pour former aux Villes un revenu toujours proportionné à leurs besoins, il soit perçu un cinquième sur la valeur locative de toutes les maisons. Nous n'ignorons pas que des maisons ne produisent rien par elles-mêmes, & que cet impôt étant perpétuel, retom-

bera encore à la charge des Propriétaires des terres. Mais les Villes n'étant, à proprement parler, que le domicile des salariés de la campagne, il est juste que leur dépense publique retombe sur les terres; & du moins cet impôt y retombera sans frais, & ne donnera à chaque Ville que le nécessaire, à raison de son étendue.

Nous croyons en avoir dit assez pour donner une idée de l'établissement que nous proposons, & pour prouver que nous avons mûrement réfléchi sur toutes les parties.

On voit que nous n'avons cherché qu'à faire tête à la mauvaise foi, en conciliant toujours l'intérêt de l'Etat avec celui de chaque Propriétaire. Et si, par l'exécution de notre Plan, il s'en trouvoit un seul qui fût lésé, il n'auroit de reproches à faire qu'à lui-même.

Nous engageons tous les vrais Patriotes, tous les Propriétaires qui entendent bien leurs intérêts, à réfléchir très-sérieusement sur nos propositions, & à considérer non-seulement combien d'abus seroient détruits à jamais par ce moyen simple & doux de percevoir le revenu public; mais encore à quel point les frais de perception seroient réduits, puisqu'un revenu de cinq cents millions ne coûteroit par cette nouvelle forme, que douze millions cinq cents mille livres, pour toute recette & dépense.

Le revenu public seroit toujours assuré, toujours connu une année d'avance, sans qu'il fût possible de faire perdre un denier à l'Etat. L'homme le plus ordinaire suffiroit pour diriger toute l'Administration. Les Cultivateurs seroient regardés comme la classe la plus importante. Les terres les plus ingrates seroient mises en valeur. Les capitaux se répandroient en abondance sur l'Agriculture, parce qu'on seroit certain de jouir, vingt ans de suite, du produit des améliorations, sans en rien payer.

Le Royaume se régénéreroit graduellement; & en vingt ans le cadastre s'en trouveroit fait, sans autres frais que les frais ordinaires de la perception. Le Commerce débarrassé de toutes ses entraves, s'accroîtroit en raison des produits de la terre. Les Arts les plus utiles reprendroient une nouvelle vigueur, parce que le peuple devenant plus riche, voudroit aussi augmenter ses jouissances. Une foule immense d'Etrangers de tout rang, viendrait consommer nos productions chez nous; ce qui est infiniment plus avantageux que de les leur porter. La

France deviendrait le rendez-vous de toutes les Nations. Le Commerce de transit & d'entrepôt nous ouvrirait une nouvelle source de richesses dont nous n'avons pas même l'idée ; enfin, nous ne finirions pas si nous voulions détailler tous les avantages qu'une pareille régénération procurerait à la France & à tous les François. Ayons donc le courage de l'opérer. Hélas ! serait-il vrai que le bien seul est difficile à faire ?

Non, ce n'est pas quand toutes les lumières, tous les intérêts & tous les droits de la France sont réunis pour décider du sort de l'Etat, que nous devons craindre, ou la mauvaise volonté, ou l'impuissance, ou l'opposition au bien général. Sans doute il n'est plus au pouvoir des particuliers d'opérer les grands changemens qui sont devenus indispensables. Mais la Nation elle-même ne peut-elle pas tout ce qu'elle voudra ?

Il faut cependant prévoir encore quelques objections que peuvent élever ou l'intérêt personnel, ou la bonne foi déçue.

Si vous fixez, nous dira-t-on, les besoins de l'Etat à cinq cents millions de dépenses ordinaires, êtes-vous sûrs que le cinquième du revenu des biens-fonds rapportera toujours cinq cents millions ? Et s'il rapporte moins, comment remplirez-vous le vuide ? Et s'il survient des besoins extraordinaires, comment y subviendrez-vous ?

Nous n'ignorons pas que cinq cents millions sont à peu-près le quart, & non pas le cinquième des revenus actuels de tous nos fonds cultivables, & c'est pour cette raison que nous avons pourvu au renouvellement graduel de l'abonnement des Paroisses, afin que le retour à l'Impôt de quotité précise marchât toujours de pair avec l'amélioration du territoire.

Mais supposons que, dans la première année, les abonnemens au cinquième effectif ne produisent pas précisément autant que la contribution aux cinq cents millions : on voudra bien observer que ce n'est pas toute la France, mais seulement un vingtième de la France qui doit subir cette révolution. Sur vingt Paroisses, dix-neuf resteront fixées à leur part contributoire des cinq cents millions. C'est donc sur un vingtième seulement des revenus de l'Etat, que l'on craint une diminution, c'est-à-dire, sur vingt-cinq millions. Or, quand cette diminution serait d'un dixième, ce qui n'est pas à présumer, il y aurait donc un vuide de deux millions cinq cents mille livres dans

dans la recette ; mais , en même-temps la caisse nationale sera chargée de plus de cent millions de rentes viagères ou pensions qui devront s'éteindre. Il s'en éteindra , en effet , pour plus de deux millions cinq cents mille livres en deux ans ; car c'est seulement au mois de Janvier de la troisième année , que les premières Paroisses renouvelées commenceront à payer à raison du cinquième effectif ; donc la caisse nationale sera très en état de remplir ses engagements avec le Trésor Royal dès le commencement ; donc les rentes viagères & les pensions continuant toujours à s'éteindre , & les revenus ne pouvant qu'augmenter dans la suite , l'équilibre ne peut être rompu un seul instant entre la recette & la dépense ordinaires :

Si quelque événement imprévu nécessite une dépense extraordinaire , alors la Nation s'assemblera. Elle autorisera la caisse nationale à verser dans le Trésor Royal les fonds destinés à payer des capitaux ; & si ces fonds n'existent pas encore , ou sont insuffisans , la Nation y suppléera en accordant une somme qui sera levée par forme de capitation , & tout restera dans l'ordre ; mais sur-tout , nous devons nous interdire à jamais l'usage trop funeste des emprunts publics destinés à des dépenses. N'eut-il pas été mille fois plus avantageux d'imposer passagèrement ce qui pouvoit être nécessaire pour des besoins passagers , que de surcharger l'Etat , comme il l'est aujourd'hui , de plus de trois cents millions de rentes au-delà de ce qui est nécessaire à l'entretien de la chose publique ?

C'est avec la même simplicité & la même force que nous répondrions à toutes les objections possibles , si le temps nous le permettoit. Mais , nous en avons assez dit pour les *vrais François* ; nous n'en dirions jamais assez pour des Esclaves volontaires.

M A N D A T S P É C I A L.

En conséquence de tous les principes que nous venons d'exposer & de développer , nous ordonnons à nosdits Députés de voter constamment pour ,

Qu'avant tout il soit établi & rédigé en forme légale une constitution monarchique héréditaire , par laquelle tout le pouvoir exécutif appartient au Roi seul ; le pouvoir législatif aux Etats Généraux & au Roi indifféremment ;

le pouvoir de régler l'étendue , la forme & la durée du revenu public , aux Etats-Généraux seuls ; & le pouvoir judiciaire seulement , aux Magistrats

Que jamais aucun Citoyen ne puisse être arrêté que pour être remis sur le champ entre les mains de la Justice , & jugé par ses Juges naturels.

Qu'il ne soit mis aucune restriction , modification ni entraves quelconques à la liberté de la Presse ; que l'abus en soit puni selon les Loix , comme tous les autres abus qu'on peut faire des meilleures choses.

Qu'il soit établi des Tribunaux de famille pour éclairer , diriger & fortifier l'autorité des peres sur leurs enfans.

Que la vénalité des Charges soit abolie.

Que le nombre des Juges & des Officiers de Justice soit diminué. Qu'il soit créé un nombre suffisant de Tribunaux supérieurs dans les ressorts trop étendus.

Que la Justice , tant civile que criminelle , soit gratuite pour les particuliers , & que les Juges soient payés sur le revenu public.

Que les Tribunaux supérieurs & inférieurs , les Ministres & les Comptables , soient responsables de leur conduite par-devant les Etats-Généraux.

Que le Code civil soit simplifié.

Que l'Ordonnance criminelle soit réformée & rendue plus équitable.

Que le Code criminel soit adouci , les supplices atroces abolis , & la peine de mort réservée pour les plus grands crimes ; qu'elle soit la même pour tous les Citoyens , & qu'il n'existe plus aucun moyen d'échapper aux peines prononcées par la Loi.

Qu'il suffise d'être François pour pouvoir occuper toutes les places dans l'Eglise , dans le Militaire , dans la Magistrature & dans l'Administration , & que réciproquement la Noblesse puisse embrasser toutes les professions sans déroger

Que tout Privilège exclusif , tant national que particulier , soit aboli.

Que toutes Maîtrises , Jurandes , corporations & autres infractions à la liberté naturelle , soient détruites.

Que le Commerce , tant intérieur qu'extérieur , soit absolument libre dans tous les cas , & pour toute espèce de denrées.

Que toutes substitutions perpétuelles soit abolies ; qu'on ne puisse substituer que la moitié de son bien , &

qu'on ne puisse substituer qu'à des personnes vivantes.

Que, dans toute la France, les peres & meres soient les maîtres de partager également leurs biens entre tous leurs enfans ; & que lorsqu'ils ne jugeront pas à propos de le faire, ils ne puissent leur laisser moins que la moitié de ce qu'ils auroient eu dans un partage égal.

Que les Biens de l'Eglise soient appliqués à leur vraie destination ; savoir, les dîmes aux Paroisses de Campagne ; les biens-fonds à l'entretien des Evêques, des Curés de Ville & des Hôpitaux ; & que les Canoncats soient uniquement réservés pour servir de retraites aux Curés & aux Vicaires.

Qu'il soit établi une Paroisse dans chaque Eglise, tant régulière que séculière.

Qu'il soit établi un Maître ou Maîtresse d'Ecole dans chaque Paroisse, aux dépens des biens de l'Eglise.

Que le Code de la Constitution soit lu tous les Dimanches au Prône des Messes paroissiales.

Que toutes les *Communes* des Paroisses soient partagées par têtes d'Habitans, & possédées dans la suite par chacun d'eux à titre de propriété héréditaire & aliénable.

Qu'immédiatement avant de consentir l'Impôt ou sa prorogation, les Etats-Généraux fixent toujours l'époque à laquelle ils se rassembleront, qu'ils reglent dès-lors les formes de la convocation & de l'Assemblée future ; que les Lettres de convocation soient envoyées avant que l'Assemblée se sépare, & que rien ne puisse empêcher les Etats-Généraux de se rassembler à l'époque indiquée par la convocation.

Que les Etats-Généraux puissent seuls accorder l'Impôt ; & que cette faculté soit interdite à tout Corps, Ordre, Province, Assemblée, ou individu quelconque, à peine de haute trahison.

Que la durée de l'Impôt soit toujours réglée sur l'intervalle qui sera établi entre une Assemblée des Etats-Généraux & la suivante ; & qu'il soit ordonné à tout Citoyen, sous peine de haute trahison, ne cesser tout paiement relatif à l'Impôt, si les Etats-Généraux ne sont pas encore assemblés à l'époque fixée par les Lettres de convocation.

Que l'Impôt soit toujours perçu également & de la même manière sur tous les Ordres ou Individus.

Qu'il n'y ait qu'une seule forme de contribution ; la contribution pécuniaire.

Que les dépenses ordinaires soient diminuées, réglées & fixées d'après les Principes que nous avons établis.

Qu'il ne puisse être fait aucune dépense extraordinaire sans l'aveu des Etats - Généraux, à peine contre ceux qui en auroient avancé les fonds, de n'être point remboursés.

Que le Roi & la Nation s'interdisent toute guerre offensive, toute conquête & tout autre moyen de reculer les Frontières de la France.

Que la liberté soit rendue à toutes nos Colonies.

Qu'il soit établi une Caisse nationale absolument séparée du Trésor Royale, conformément à ce que nous avons déjà proposé.

Que tous les Domaines de la Couronne soient vendus & aliénés à perpétuité au profit de la Caisse nationale, suivant les Principes que nous avons établis à cet égard.

Que la Nation ne se charge des dettes qu'aux conditions par Nous proposées.

Enfin, que l'Impôt soit établi suivant les regles que nous avons proposées dans le Chapitre du revenu public; & qu'en tout cas, nos Députés votent selon les Principes que nous avons établis à cet égard, afin de s'en rapprocher le plus qu'il leur sera possible.

Sur tous les autres objets que nous n'avons pas le temps de prévoir, ou qui peuvent avoir échappé à nos recherches, nous déclarons nous en rapporter à l'honneur & à la sagesse de nos Députés, & nous leur recommandons seulement de s'en tenir aux Principes généraux ou particuliers contenus dans les présentes Instructions, dès qu'ils seront applicables aux objets soumis à leurs Délibérations.

Défendons itérativement à nosdits Députés de protester sur aucun des chefs de demande contenus dans le présent Mandat spécial, excepté dans les cas par nous prévus & relatifs seulement aux formes des Délibérations.

F I N.

